



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME


CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET DYNAMIQUES D'INSTABILITÉ

**Cartographie des plaques tournantes
illicites en Afrique de l'Ouest**

MÉTHODOLOGIE

Lucia Bird | Lyes Tagziria

Septembre 2022



© 2022 Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de Global Initiative.

Couverture : © Sia Kambou/AFP via Getty Images

Veillez adresser vos demandes de renseignements à
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse
www.globalinitiative.net

CONTENU

| | |
|--|-----------|
| Résumé | 2 |
| Cartographie des plaques tournantes illicites | 3 |
| Définition des plaques tournantes illicites | 3 |
| Identification des plaques tournantes illicites | 4 |
| Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité | 7 |
| Qu'est-ce que l'IEIM ? | 8 |
| Méthodologie | 10 |
| Défis et limites | 12 |
| Cartographie des plaques tournantes illicites | 12 |
| Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité | 13 |
| Construction de l'outil en ligne de cartographie des plaques tournantes illicites | 17 |
| Annexe 1 : Économies illicites et types d'acteurs criminels | 19 |
| Annexe 2 : Tableau des indicateurs du Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité (IEIM) | 20 |
| Notes..... | 26 |

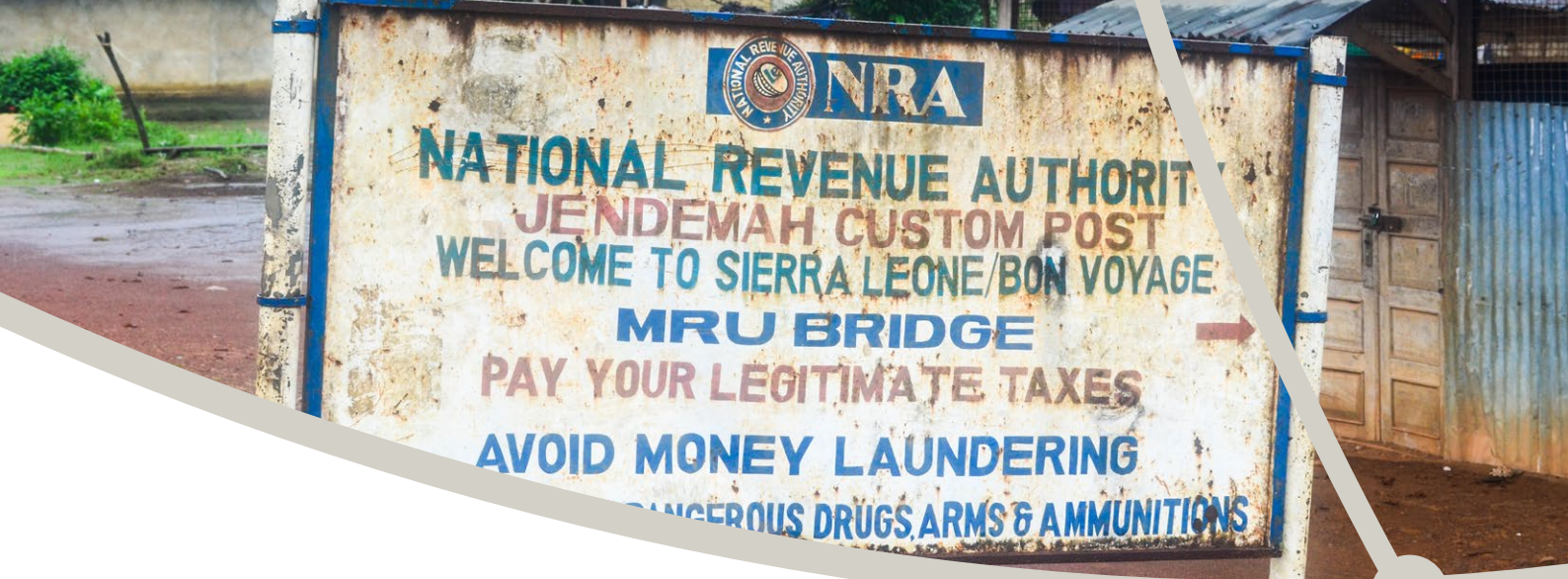


RÉSUMÉ

Dans le cadre du projet intitulé « Promouvoir la stabilisation par des interventions sensibles à la criminalité en Afrique de l'Ouest », financé par le ministère allemand des Affaires étrangères, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational, GI-TOC) a mené une initiative de recherche visant à cartographier les principales plaques tournantes des économies illicites en Afrique de l'Ouest. Le but de l'exercice est d'identifier les principaux points chauds, les points de transit et les zones de criminalité dans la région, puis d'explorer comment ceux-ci s'entrecroisent avec les dynamiques d'(in)stabilité.

Les pays entrant dans le champ géographique de la recherche sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

Ce document présente la méthodologie complète de la recherche et est structuré comme suit : la première section explique la méthodologie de la cartographie des plaques tournantes illicites ; la deuxième section présente le Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité (IEIM) ; la troisième section explore les défis et les limites de la recherche ; et la dernière section présente l'approche adoptée pour construire l'outil de cartographie en ligne des plaques tournantes illicites.



CARTOGRAPHIE DES PLAQUES TOURNANTES ILLICITES

Définition des plaques tournantes illicites

Aux fins de cette recherche, trois types de plaques tournantes illicites ont été identifiés : les points chauds, les points de transit et les zones de criminalité. Ils sont définis comme suit :

- **Points chauds** : endroits où il y a une forte présence d'acteurs criminels, qui peuvent être impliqués dans divers types de marchés illicites et d'activités criminelles, et qui peuvent avoir le soutien de personnes ayant un pouvoir politique. Ces endroits doivent être considérés comme des plaques tournantes de l'activité illicite.
- **Points de transit** : postes frontières, ports, aéroports et couloirs de trafic utilisés pour le trafic de marchandises illicites.
- **Zones de criminalité** : zones présentant une forte concentration de divers types d'activités et d'acteurs criminels (tels que des groupes criminels). Il peut s'agir d'une zone où les institutions de sécurité et autres sont faibles et fragmentées. Les divisions ou tensions ethniques peuvent contribuer à détériorer la situation. Les zones de criminalité sont des zones géographiques plus larges que les hotspots, et peuvent englober un certain nombre de hotspots et/ou de points de transit.

Bien que diverses conditions géopolitiques et socio-économiques aient été identifiées comme favorables au développement de plaques tournantes illicites, il existe globalement quatre catégories de caractéristiques qui influencent l'émergence des hotspots, ainsi que des points de transit et des zones de criminalité qui les relient.¹

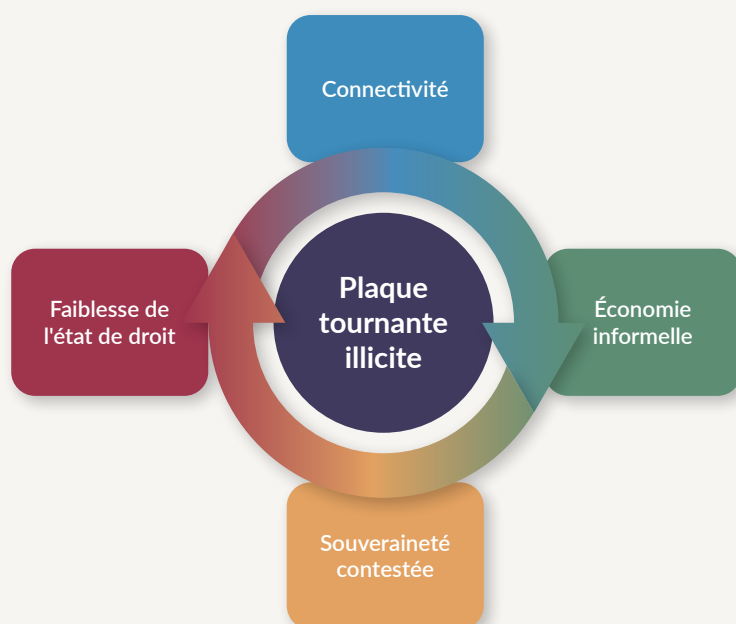


FIGURE 1 Facteurs de l'émergence des plaques tournantes illicites.

Tout d'abord, l'infrastructure de la mobilité, à savoir les routes, les ports maritimes et les aéroports, est à la base de la connectivité de ces nœuds. L'infrastructure relie l'espace local à l'espace régional, et au-delà, aux réseaux criminels des chaînes d'approvisionnement et des marchés internationaux. L'infrastructure facilite également les connexions entre les acteurs criminels.

Deuxièmement, une économie informelle est essentielle au développement des plaques tournantes illicites, tandis que l'accès aux systèmes financiers formels est souhaitable. Principalement basée sur l'argent liquide, l'économie informelle facilite le blanchiment des produits de l'économie illicite. Lorsqu'une économie informelle existe parallèlement à des activités licites, elle peut constituer un point d'entrée pour que l'« argent noir » soit injecté dans le système financier formel.²

En outre, les plaques tournantes illicites se développent généralement dans ou à proximité d'espaces où la souveraineté est contestée (par exemple, lorsque le gouvernement exerce un contrôle limité et que d'autres groupes ou acteurs cherchent à prendre le relais). De tels environnements créent des opportunités pour des cadres réglementaires informels et une gouvernance criminelle. On les retrouve souvent dans les zones frontalières, des espaces géopolitiquement liminaux généralement caractérisés par des niveaux de contrôle étatique plus faibles.³ Outre une gouvernance inégale, les zones frontalières offrent également des avantages pratiques aux réseaux criminels, en particulier lorsqu'elles sont poreuses. Tout en abaissant les barrières pour les acteurs criminels, la porosité des frontières crée des problèmes de juridiction dans la poursuite de la criminalité et entrave l'application de la loi.⁴ La corruption exacerbe ces avantages criminels et ces défis juridiques ; elle facilite les mouvements transfrontaliers irréguliers de personnes et de marchandises et entrave souvent la coopération transfrontalière en matière de répression.⁵

Enfin, et en lien avec la question de la corruption évoquée précédemment, les plaques tournantes illicites émergent généralement dans des zones où l'état de droit est faible, mais pas totalement absent.⁶ La corruption, qui graisse les rouages de l'économie illicite, est très répandue et tend à s'épanouir dans les zones de faible gouvernance, facilitant ainsi les économies de protection.⁷ Toutefois, comme nous l'avons expliqué plus haut, les réseaux criminels ont besoin d'une

infrastructure fiable pour fonctionner avec succès. Dans le cas d'États très instables ou défaillants, les infrastructures sont compromises. Par exemple, dans le contexte du commerce de la drogue, la perte potentielle d'une cargaison aux mains de bandits ou de groupes armés - types de groupes que l'on trouve couramment dans les États défaillants - présente un risque inacceptable au regard des profits potentiels.

Identification des plaques tournantes illicites

La recherche de chaque pays a été dirigée par une ou plusieurs personnes, soit un membre de l'équipe GI-TOC, si possible, soit un expert externe. Chaque chercheur impliqué dans la recherche sur la cartographie des hubs illicites a reçu des conseils concernant la classification des hubs illicites et les caractéristiques clés des hubs illicites (comme indiqué dans la section « définition des hubs illicites » ci-dessus). Tous les chercheurs ont participé à des séances d'information virtuelles sur l'approche et les concepts avant de commencer le processus d'identification.

L'identification des plaques tournantes illicites dans les 18 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui entrent dans le cadre de cette recherche a été un processus en plusieurs étapes. Sur la base d'un examen approfondi de la littérature et de l'expertise institutionnelle, l'équipe de recherche GI-TOC a établi une cartographie préliminaire des plaques tournantes illicites dans chacun des pays concernés. Cette cartographie initiale a été complétée par les résultats d'entretiens à distance avec des parties prenantes régionales et nationales, ainsi que par un travail de terrain et des entretiens en personne dans toute la région.

Des tables rondes spécifiques à chaque pays, virtuelles et en personne, ont ensuite été organisées, au cours desquelles les experts ont reçu la cartographie préliminaire et ont été invités à partager leurs points de vue et leurs idées sur les lieux identifiés, en contestant ceux avec lesquels ils ne sont pas d'accord ou en suggérant des ajouts qui, selon eux, ont été exclus à tort. Les conclusions

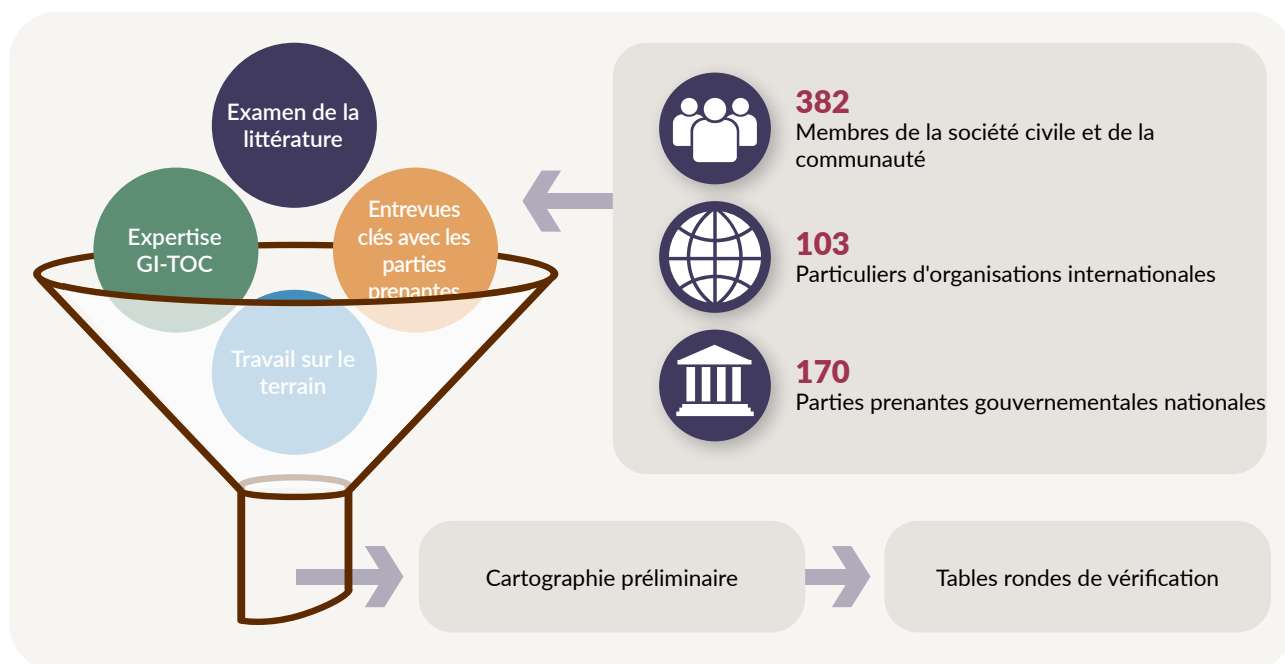


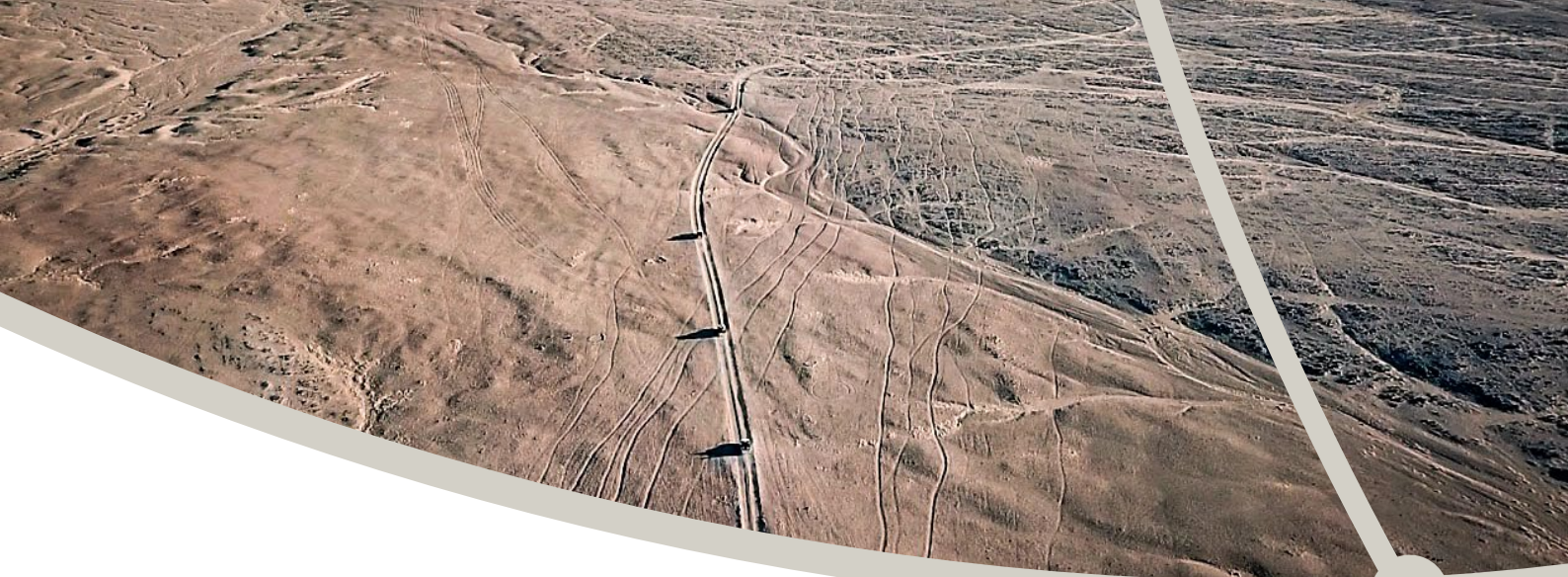
FIGURE 2 Approche méthodologique de l'identification des plaques tournantes illicites.

des hotspots ont également été validées par des entretiens et des engagements bilatéraux. Il convient toutefois de noter que la cartographie des plaques tournantes illicites n'est pas exhaustive.

À toutes les étapes de la recherche, l'équipe de recherche du GI-TOC s'est engagée auprès de 655 parties prenantes différentes, dont 103 personnes d'organisations internationales, 170 parties prenantes de gouvernements nationaux et 382 membres de la société civile et de la communauté. L'équipe a veillé à ce que les parties prenantes consultées représentent un large éventail d'origines démographiques, d'ethnies et de sexes (en cherchant à consulter non seulement les femmes, mais aussi les groupes de défense des droits des femmes, en particulier) afin de garantir l'inclusion dans le processus de recherche.

Outre l'identification et la classification des plaques tournantes illicites, les chercheurs ont également recueilli des informations sur toute une série d'indicateurs différents. Tout d'abord, les chercheurs ont été chargés d'identifier les trois marchés criminels les plus importants dans chaque plaque tournante illicite. De même, les chercheurs ont également identifié les types d'acteurs criminels les plus influents dans les économies illicites des plaques tournantes. L'annexe 1 présente la liste complète des économies illicites et des types d'acteurs criminels inclus dans l'analyse.

Favoriser une meilleure compréhension de la relation entre les économies illicites et l'instabilité est un objectif clé de cette recherche, et le GI-TOC a donc développé un moniteur conçu pour évaluer la force du lien entre la criminalité et les conflits dans chaque centre illicite. La section suivante présente le *Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité* (IEIM).



DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DES ÉCONOMIES ILLICITES ET DE L'INSTABILITÉ

T Les résultats de l'indice de criminalité organisée 2021 démontrent le lien étroit entre les économies illicites et la dynamique des conflits, les deux s'alimentant mutuellement dans un cercle vicieux.⁸

Les activités criminelles lucratives s'entremêlent souvent avec les économies de guerre, notamment dans le domaine du trafic d'armes légères et de petit calibre, facilitant ainsi la poursuite des conflits. Non seulement les réseaux criminels alimentent les conflits violents et financent les groupes terroristes et les milices, mais leur rôle dans l'entrave à la résolution des conflits et à la reconstruction post-conflit peut être dévastateur.⁹

À l'inverse, les marchés illicites peuvent constituer un moyen de subsistance pour les populations marginalisées, notamment dans les contextes fragiles, conflictuels et post-confliktuels. La relation entre le crime organisé et les conflits n'est pas toujours simple, les différentes économies illicites présentant des relations différentes avec les conflits et l'instabilité.¹⁰ En outre, diverses typologies de relations ont été identifiées dans la région, allant de situations dans lesquelles les marchés illicites soutiennent un ordre politique et de gouvernance présentant un certain degré de stabilité, à des circonstances dans lesquelles l'instabilité peut réduire la criminalité, car l'instabilité est si aiguë que les acteurs criminels ne disposent pas de la fiabilité des infrastructures et de la protection nécessaires pour opérer.

Dans le contexte de cette approche, le terme « instabilité » fait référence aux dynamiques liées aux acteurs armés qui participent à un conflit armé ou aux tensions sociopolitiques qui facilitent, déclenchent ou prolongent un conflit armé. En outre, l'instabilité peut également concerner les acteurs armés et les tensions sociopolitiques qui menacent la paix (« spoilers »), y compris dans les environnements post-conflit récents (comme immédiatement après un accord de paix). Dans certains contextes, l'instabilité peut être interprétée de manière plus large, pour inclure les facteurs de violence significative.

Qu'est-ce que l'IEIM?

Si 280 plaques tournantes illicites différentes ont été identifiées en Afrique de l'Ouest, toutes n'ont pas la même relation avec la stabilité régionale. Afin d'identifier les plaques tournantes illicites les plus importantes en termes d'effet d'entraînement sur les conflits et la stabilité en Afrique de l'Ouest, le GI-TOC a développé une mesure quantitative. Il existe plusieurs indicateurs composites centrés sur la question des conflits et de l'instabilité, tels que l'indice mondial de la paix et l'indice des États fragiles, par exemple. L'indicateur de dynamique des conflits spatiaux de l'OCDE fournit une analyse précieuse de « l'intensité et de la concentration spatiale de la violence politique au niveau infranational ».¹¹ L'indice de criminalité organisée du GI-TOC est un indice novateur qui fournit un riche ensemble de données sur la portée et l'ampleur des marchés criminels et des acteurs criminels dans 193 pays du monde, ainsi que sur les diverses mesures de résilience de chaque pays face à la criminalité organisée.¹² L'IEIM est toutefois le premier indicateur de ce type à se concentrer spécifiquement sur les liens entre les économies illicites et l'instabilité, ce qui souligne la valeur ajoutée du moniteur.

L'IEIM est un outil conçu pour évaluer l'importance relative du rôle joué par les marchés illicites dans une plaque tournante spécifique pour alimenter les conflits et l'instabilité dans la région au sens large. En tant que mesure, il évalue le degré auquel des pôles spécifiques d'économies illicites alimentent l'instabilité dans la région, analysant les économies illicites comme des vecteurs d'instabilité. Ce moniteur permet donc d'identifier les zones où les marchés illicites contribuent le plus à l'instabilité et aux conflits dans la région. L'outil est conçu pour permettre aux décideurs politiques de donner la priorité à des zones spécifiques pour une action ciblée.

Le cadre conceptuel de la IEMI a été élaboré non seulement par un examen approfondi de la littérature pertinente, mais aussi par un travail de terrain et des entretiens avec des praticiens, des responsables de l'application des lois, des membres de la société civile et d'autres experts, des ateliers consultatifs avec des experts du GI-TOC, ainsi que par les propres recherches du GI-TOC. En outre, un groupe de référence technique, composé d'experts en matière de criminalité, de conflits, d'instabilité, de mesures quantitatives et d'indicateurs composites, a été convoqué pour fournir des conseils d'experts sur la structure et la méthodologie de l'IEIM. Les commentaires du groupe de référence technique ont été intégrés dans la conception et la présentation de l'IEIM.

Un score IEIM pour chaque plaque tournante illicite est calculé sur une échelle de 30, où plus le score est haut, plus le lien entre les économies illicites de la plaque tournante illicite et l'instabilité est important. Les scores de l'IEIM sont ensuite utilisés pour classer les pôles illicites dans l'une des quatre catégories de score :

- Faible (scores inférieurs à 10)
- Moyenne (scores entre 10 et 15)
- Haut (scores entre 15 et 20)
- Très élevé (scores supérieurs à 20)

L'IEIM comprend trois composantes : la violence et l'instabilité ; les liens entre la criminalité et les conflits ; et les accélérateurs qui, à leur tour, sont composés de deux sous-composantes : les infrastructures et les facteurs de stress).

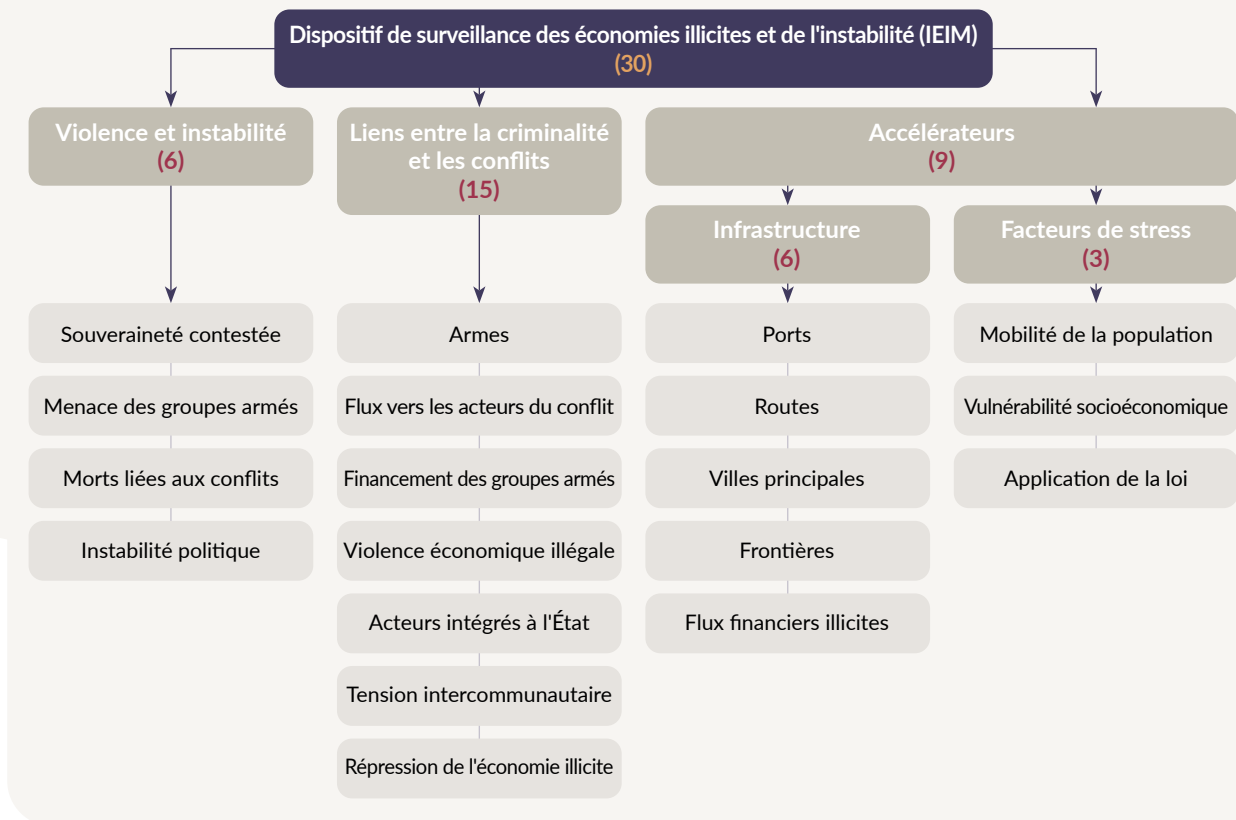


FIGURE 3 Structure du Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité.

La première composante de l'IEIM, la **violence et l'instabilité**, évalue dans quelle mesure les conditions sous-jacentes identifiées par la littérature et la recherche GI-TOC comme étant des moteurs d'instabilité, et des facteurs permettant l'émergence de hubs illicites, sont présentes dans chaque hub. Cela inclut des évaluations des capacités de gouvernance, telles que la présence d'une souveraineté contestée¹³ et toute histoire récente de coups d'État politiques.¹⁴ Les décès dus aux conflits - tels que définis dans la base de données ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project)¹⁵ - sont également évalués dans cette composante en tant que mesure des conflits et de la violence, tout comme la menace posée par les groupes armés et/ou djihadistes, connus pour alimenter le trafic d'armes illicites et menacer la sécurité dans toute la région.¹⁶

La deuxième composante, les **liens entre la criminalité et les conflits**, saisit la relation entre les économies illicites et les conflits et l'instabilité. L'évaluation de cette composante porte sur les niveaux de violence présents sur les marchés illicites de l'endroit identifié ;¹⁷ , sur la question de savoir si les marchés illicites approvisionnent les acteurs du conflit dans la sous-région ;¹⁸ et sur la mesure dans laquelle les acteurs armés tirent des revenus des économies illicites présentes dans le centre.¹⁹ Le flux illicite d'armes incarne le lien entre les économies illicites et les conflits, la prolifération des armes étant un facteur majeur dans l'escalade des conflits en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel ces dernières années.²⁰ Pour cette raison, trois indicateurs relatifs aux armes sont inclus dans cette composante. L'influence des acteurs ancrés dans l'État - souvent les principaux vecteurs du crime organisé, avec des ramifications importantes pour la résilience d'une société à la criminalité²¹ - est également évaluée. La mesure dans laquelle les mesures de suppression de l'économie illicite peuvent pousser l'activité dans une autre zone, déstabilisant ainsi des régions plus vastes, est également liée aux actions des autorités étatiques. Les politiques de lutte contre les stupéfiants, par exemple, sont largement reconnues comme générant de telles retombées, également connues sous le nom d' « effet ballon ».²²

Enfin, certaines économies illicites - comme le vol de bétail, par exemple - sont profondément liées aux tensions communautaires et peuvent les exacerber.²³ Les tensions communautaires peuvent non seulement dégénérer en véritables conflits et conduire à la création de groupes d'autodéfense et d'autres formes de groupes d'autodéfense, mais elles peuvent aussi être exploitées par les djihadistes pour acquérir la légitimité communautaire.²⁴ En tant que telle, la mesure dans laquelle les économies illicites opérant à travers les lignes ethniques alimentent les tensions communautaires est également une mesure de la composante des liens entre la criminalité et les conflits de l'IEIM. Les liens entre la criminalité et les conflits sont au centre des caractéristiques que l'IEIM cherche à évaluer, et par conséquent, cette composante a la pondération la plus élevée des trois composantes de l'IEIM.

La troisième composante, les **accélérateurs**, saisit les divers facteurs structurels et dynamiques socio-économiques qui peuvent agir comme un accélérateur du degré d'instabilité des plaques tournantes illicites. Cette composante comprend deux sous-composantes : les **infrastructures** et les *facteurs de stress*.

La première sous-composante, l'*infrastructure*, englobe la propension d'un lieu à jouer un rôle important dans les flux transnationaux - licites et illicites - en fonction de sa géographie et de son infrastructure commerciale. Les principaux nœuds du commerce mondial - par exemple, les ports et les aéroports - sont susceptibles de devenir des plaques tournantes de l'économie illicite et peuvent servir de canaux pour les flux, avec des effets déstabilisants sur l'ensemble de la sous-région.²⁵ Sans infrastructure de transport, les effets déstabilisants d'un marché illicite particulier dans un endroit spécifique ont moins de chances de se propager aux zones voisines. C'est pourquoi cette sous-composante évalue, entre autres, la proximité (ou le statut) des ports maritimes et des aéroports. L'accès aux transports est également très important, et les routes jouent un rôle crucial dans la capacité d'un lieu à fonctionner comme une plaque tournante de la criminalité.²⁶

La sous-composante *infrastructure* comprend également des évaluations de la proximité d'une plaque tournante illicite par rapport aux principaux marchés de consommation et aux centres de coordination (sous forme de villes),²⁷ ainsi qu'aux frontières nationales.²⁸ L'accès aux institutions financières formelles étant crucial pour le blanchiment des produits illicites et le financement du terrorisme, la prévalence de ces institutions est également évaluée.²⁹ Enfin, étant donné le risque accru de blanchiment d'argent dans les zones de libre-échange (ZLE), la sous-composante *infrastructure* tient compte de l'existence d'une ZLE (également connue sous le nom de zone de commerce extérieur, de port franc ou de zone économique spéciale).³⁰

Les *facteurs de stress* sont les conditions susceptibles d'exacerber les tensions au sein des communautés, ce qui peut conduire à l'instabilité dans le contexte des plaques tournantes illicites. Les facteurs démographiques, tels que les niveaux de mobilité (tant forcée que volontaire), sont pris en compte dans cette sous-composante.³¹ Les vulnérabilités socio-économiques sont souvent exploitées par les groupes armés et extrémistes pour faciliter le recrutement et renforcer leur emprise sur les communautés,³² d'où l'inclusion de mesures du développement humain, de la pauvreté et de l'inégalité de développement entre les sexes dans la sous-composante *facteurs de stress*. Enfin, la portée de l'application de la loi (ou son absence en raison de la pénurie de ressources, entre autres facteurs) dans certaines parties d'un pays peut également rendre ces zones très vulnérables à la pénétration du trafic de drogue et d'autres flux criminels dangereux provenant de zones instables.³³ Par conséquent, la portée des forces de l'ordre est le dernier indicateur de l'IEIM.

Méthodologie

L'IEIM est calculé comme la somme des trois composantes - **violence et instabilité, liens entre criminalité et conflit et accélérateurs** - qui sont à leur tour calculées comme la somme des indicateurs sous-jacents (voir ci-dessous) :

- **Violence et instabilité** : 6 points (4 indicateurs)
- **Liens entre la criminalité et les conflits** : 15 points (7 indicateurs)
- **Accélérateurs** : 9 points (8 indicateurs) → **infrastructure** : 6 points (5 indicateurs) et **facteurs de stress** : 3 points (3 indicateurs)

La fourchette de notation de chaque variable est basée sur son importance relative en tant que facteur contribuant à la propagation de l'instabilité. Alors que la grande majorité des variables sont notées entre 0 et 1, certaines variables sont notées sur une échelle de 0 à 3 (par exemple, les « flux vers les acteurs du conflit » et le « financement des groupes armés »). En outre, un certain nombre d'indicateurs sont groupés, ce qui signifie qu'ils sont composés de plusieurs variables sous-jacentes. Par exemple, l'indicateur « armes » est composé de trois variables : « fabrication d'armes », « contrebande d'armes » et « armes à feu civiles ». Parmi les cinq indicateurs groupés, trois sont calculés comme la moyenne simple des variables sous-jacentes (qui, par conséquent, ont une pondération implicite plus faible), tandis que deux sont calculés comme la *somme* des variables sous-jacentes. Au total, 26 variables constituent l'IEIM.

Les scores d'un peu plus de la moitié des 26 variables (14) sont des jugements de valeur déterminés par des experts sur la base de leur expertise, de la littérature existante et du travail de terrain - c'est-à-dire une **évaluation par des experts**. Les scores des variables (au nombre de six) se rapportant à des faits simples (par exemple, si la plate-forme illicite est une zone franche) ou reposant sur des calculs simples (par exemple, la distance par rapport à un port maritime ou à un aéroport) sont également saisis par les experts - autrement dit, il s'agit d'une **contribution d'experts**. Enfin, six variables composant l'IEIM sont basées sur des **données quantitatives existantes**. Dans la mesure du possible, des données infranationales sont utilisées. Sur les six indicateurs quantitatifs, quatre sont disponibles au niveau infranational. Voir l'annexe 2 pour le tableau complet des indicateurs, qui fournit des informations pour chaque variable sur la question sous-jacente posée aux chercheurs, l'échelle de mesure, la justification de l'inclusion dans l'IEIM, le type d'indicateur et la source des données.

L'application de la méthodologie IEIM est un processus en plusieurs étapes. L'équipe GI-TOC a généré un modèle pour les scores de l'IEIM pour les plaques tournantes illicites dans chaque pays, qui a été fourni aux chercheurs nationaux pré-remplis avec les données pour les variables pertinentes basées sur des données quantitatives. Chaque chercheur national (ou les chercheurs nationaux, dans les cas où plus d'un chercheur travaillait sur le même pays) a fourni des évaluations d'experts et des données pour chacune des variables restantes qui composent l'IEIM. Une fois que les scores de l'IEIM ont été calculés pour l'ensemble des 280 plaques tournantes illicites, les plaques tournantes ayant obtenu un score égal ou supérieur à 15 (décrites comme des plaques tournantes IEIM « hauts » ou « très élevées ») ont fait l'objet d'une vérification par un deuxième expert. Toute modification des scores sous-jacents devait être justifiée par les experts chargés de la vérification. Un dernier tour de vérification a été effectué par l'équipe GI-TOC, après quoi les scores IEIM des 280 hubs illicites ont été finalisés.



DÉFIS ET LIMITES

A beaucoup de recherche, d'expertise et de rigueur méthodologique ont été consacrées au développement de l'outil de cartographie des plaques tournantes illicites et de l'IEIM, ce qui a permis de créer une base de données extrêmement riche de près de 300 plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest. De plus, l'IEIM est une mesure innovante qui comble une lacune importante dans la littérature, en évaluant les liens entre la criminalité et les conflits dans un cadre unique. Néanmoins, une entreprise d'une telle envergure comporte des défis, et certaines limites de la recherche méritent d'être soulignées, tant en ce qui concerne la cartographie des plaques tournantes illicites - la première phase de la recherche - que le développement de l'IEIM.

Cartographie des plaques tournantes illicites

En ce qui concerne la phase de cartographie des plaques tournantes illicites, malgré l'importante phase de collecte de données et le processus de vérification rigoureux mis en place (comme en témoignent les 650 personnes impliquées dans la recherche) pour garantir une base de données aussi complète que possible, les 280 plaques tournantes illicites identifiées lors du premier exercice de cartographie ne sont en aucun cas exhaustives. Bien que tous les efforts aient été entrepris pour s'assurer que les principales plaques tournantes illicites de chaque pays soient identifiées, un certain nombre d'endroits qui mériteraient d'être inclus auront inévitablement été oubliés. Cela est dû en partie au fait que l'identification d'une plaque tournante illicite est quelque peu subjective, et que les mérites de son inclusion ou de son exclusion peuvent varier en fonction du point de vue à travers lequel son rôle est considéré, qu'il soit local, national, régional ou continental. Néanmoins, le GI-TOC est convaincu que l'écrasante majorité des plaques tournantes illicites les plus importantes de chaque pays ont été identifiées.

En outre, l'un des principaux défis pour les chercheurs a été d'identifier le type de plaque tournante illicite d'un lieu particulier, étant donné que de nombreuses plaques tournantes d'activités illicites partagent plusieurs caractéristiques à la fois des points chauds et des points de transit,

par exemple. Il est tout aussi difficile de déterminer si un lieu doit être classé dans la catégorie des hotspots ou dans celle des zones de criminalité au sens large. Ce défi est encore aggravé par les inévitables différences d'approche adoptées à l'égard des différents pays, étant donné la multitude de chercheurs qui effectuent les recherches en même temps. Au Sahel, par exemple, d'immenses étendues de territoire sont subsumées sous de vastes zones de criminalité, ce qui est, en partie, une fonction de la nature interconnectée de la région. Cela signifie qu'une comparaison directe des classifications de pôles entre différents pays, dans différentes parties de la région et avec des dynamiques de criminalité très différentes, est souvent d'une valeur limitée et peut en fait s'avérer trompeuse.

Sur la question de l'identification des plaques tournantes illicites, de manière plus générale, alors que l'objectif de la cartographie des plaques tournantes illicites est d'identifier les plaques tournantes des activités illicites, et d'analyser ensuite les liens avec la violence et l'instabilité, les chercheurs ont parfois d'abord identifié les points chauds de la violence, mais ont ensuite eu du mal à identifier les économies illicites présentes. Ces zones ont été exclues de la sélection finale.

L'idée de cartographier les plaques tournantes illicites présente d'autres types de défis, notamment ceux liés à la communication des résultats de la recherche de manière nuancée. Le thème du crime organisé est sans aucun doute un sujet sensible et si les villages, les villes, les régions et les centres de commerce et de transport d'Afrique de l'Ouest sont identifiés comme des « plaques tournantes illicites », l'objectif de la cartographie n'est pas de qualifier ces lieux de « criminels » par nature. Au contraire, les lieux identifiés dans le rapport et l'outil en ligne sont simplement des endroits dans lesquels les économies illicites se sont, à des degrés divers, installées. En outre, si ce projet de recherche s'est concentré sur l'Afrique de l'Ouest, le Sahel, le Cameroun et la République centrafricaine, il est évident que des exercices similaires dans d'autres régions permettraient également d'identifier un grand nombre de plaques tournantes illicites.

La question de l'étiquetage d'un lieu comme plaque tournante illicite est également liée en partie à la dernière limite de la cartographie des plaques tournantes illicites, à savoir la question de la sensibilité temporelle de la recherche. La phase de collecte des données de la recherche s'est déroulée entre juillet 2021 et décembre 2021, et bien que des événements et des preuves des années précédentes aient été cités tout au long de la recherche, la sélection des pôles illicites, ainsi que leurs récits individuels, reflètent le paysage du crime organisé en décembre 2021. Néanmoins, les économies illicites et leur interaction avec les conflits et l'instabilité ne sont pas statiques, et la nature changeante des dynamiques étudiées dans le cadre de cette recherche est telle que des éléments des données cartographiées peuvent devenir inexacts avec le temps. Bien qu'il y ait une deuxième phase à l'initiative de cartographie des hotspots, les ressources limitées signifient qu'il ne sera peut-être pas possible de maintenir l'exactitude des données dans les hotspots au fil du temps.

Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité

Plusieurs défis entourent également le développement de l'IEIM. Tout d'abord, les données sur de nombreux thèmes clés relatifs aux économies illicites, aux conflits, à la violence et à l'instabilité sont extrêmement rares, non seulement en Afrique de l'Ouest mais dans le monde entier. Le recours à l'évaluation d'experts, plutôt qu'à des données quantitatives, introduit un certain degré de subjectivité dans la méthodologie. Le GI-TOC a cependant une expérience considérable dans la conception de mesures basées sur des évaluations d'experts, notamment l'indice du crime organisé.³⁴

Indépendamment de la question de la subjectivité, la participation d'experts apporte un avantage inestimable au processus de recherche, car elle permet non seulement de recueillir des données sur des indicateurs qui ne sont pas facilement mesurables autrement, mais aussi d'interpréter les données existantes.

Dès le départ, l'un des principaux défis de la conception de l'IEIM a été de veiller à ce que certaines conclusions hypothétiques ne soient pas intégrées dans la méthodologie, par exemple en incluant des indicateurs relatifs à des économies illicites spécifiques comme mesure de la propension d'un centre illicite à agir comme vecteur d'instabilité.

Des chaînes de causalité compliquées

L'analyse précise de la question complexe de la causalité entre les économies illicites et l'instabilité constitue un défi majeur pour le développement de l'IEIM. En d'autres termes, la criminalité est-elle attirée par les zones d'instabilité ou la criminalité génère-t-elle l'instabilité ? Bien que les économies illicites ne conduisent pas, par nature, à des conflits armés, il existe généralement un chevauchement géographique des zones où les trafiquants et les groupes criminels opèrent pendant une longue période et où l'instabilité et les conflits se produisent. D'autre part, les zones instables et en conflit présentent souvent une série de caractéristiques qui permettent aux économies illicites de prospérer. Le faible niveau de contrôle de l'État peut permettre aux acteurs illicites d'opérer en toute impunité, tandis que les conflits gonflent souvent la demande pour toute une série de produits illicites, notamment les armes et les drogues illicites.

L'IEIM a été conçu pour donner un aperçu de la mesure dans laquelle les économies illicites dans le hub concerné contribuent à l'instabilité et aux conflits dans la région. Cependant, l'IEIM ne permet pas de savoir si ce sont les économies illicites ou l'instabilité d'une plaque tournante donnée qui se sont développées en premier, et par conséquent, il ne permet pas de répondre définitivement à la question de savoir si la criminalité a attiré le conflit ou si c'est le conflit qui a attiré la criminalité dans un endroit donné. L'IEIM ne cherche pas non plus à analyser toutes les racines potentielles du conflit dans un lieu donné. L'IEIM se concentre plutôt sur le rôle des économies illicites dans l'instabilité de la région.

L'IEIM identifie les espaces où les économies illicites et l'instabilité se chevauchent, en appliquant la première composante (violence et instabilité) aux pôles d'économies illicites identifiés lors de la première étape de la cartographie des points chauds. L'identification des principaux hubs illicites à travers l'Afrique de l'Ouest, et l'analyse de la superposition spatiale de ces hubs avec les conflits, offrent des opportunités considérables pour des recherches futures examinant le développement dans le temps des conflits, de l'instabilité et des économies illicites.

Cependant, l'IEIM prend aussi spécifiquement en compte le rôle que jouent les économies illicites dans l'alimentation des conflits et de l'instabilité par le biais de plusieurs indicateurs de la composante deux : les liens entre la criminalité et les conflits. Il s'agit notamment de savoir si les économies illicites présentes dans la plaque tournante financent les groupes armés et si les produits illicites qui transitent par la plaque tournante approvisionnent les acteurs du conflit (voir l'annexe 2 pour une liste complète des indicateurs de l'IEIM). Ces indicateurs sont au cœur de l'analyse de causalité.

Une analyse de corrélation simple a été réalisée afin d'évaluer la relation entre le score global de l'IEIM et ses composantes et sous-composantes sous-jacentes. Les trois composantes (violence et instabilité, liens crime-conflit et accélérateurs) ont été positivement corrélées au score global de l'IEIM (voir figure 4). Cependant, la composante crime-conflit, celle qui comprend les indicateurs visant à évaluer l'impact direct des économies illicites sur les conflits et l'instabilité, présente la plus forte corrélation

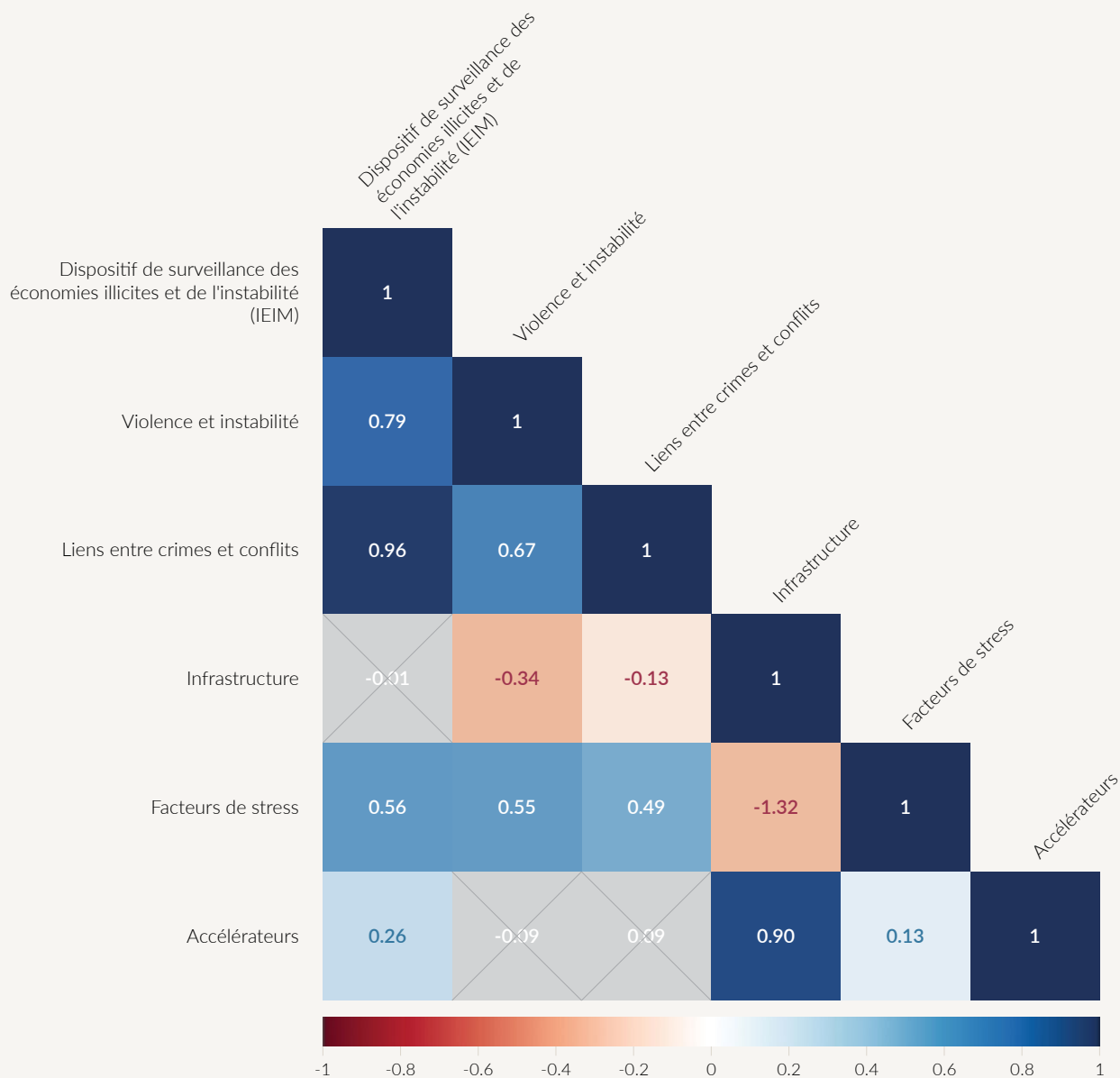


FIGURE 4 Matrice de corrélation des composantes de l'IEIM.

avec l'IEIM (0,96). En outre, une régression linéaire simple montre que la composante des liens entre la criminalité et les conflits explique environ 90 % de la variation du score global de l'IEIM.

Afin de s'assurer que la conclusion - à savoir que l'IEIM global est une évaluation fiable de la relation de cause à effet entre les économies illicites et l'instabilité - est encore plus solide, l'analyse a été effectuée uniquement sur les indicateurs sous-jacents évaluant explicitement la causalité examinée. Une variable supplémentaire, appelée « indicateurs de causalité » par souci de simplicité, a été créée en additionnant les scores des variables suivantes : armes, flux vers les acteurs du conflit, financement des groupes armés, violence liée à l'économie illicite et tensions intercommunautaires. La corrélation entre les « indicateurs de causalité » et l'IEIM global était extrêmement forte (0,92), comme le montre la figure 5.³⁵ Cela signifie que les plaques tournantes illicites qui obtiennent des scores élevés pour les « indicateurs de causalité » sont extrêmement susceptibles d'obtenir également des scores hauts pour l'ensemble de l'IEIM. D'un point de vue inverse, si une plateforme illicite obtient un score haut à l'IEIM, dans la quasi-totalité des cas, elle obtiendra également un score élevé aux indicateurs de causalité.

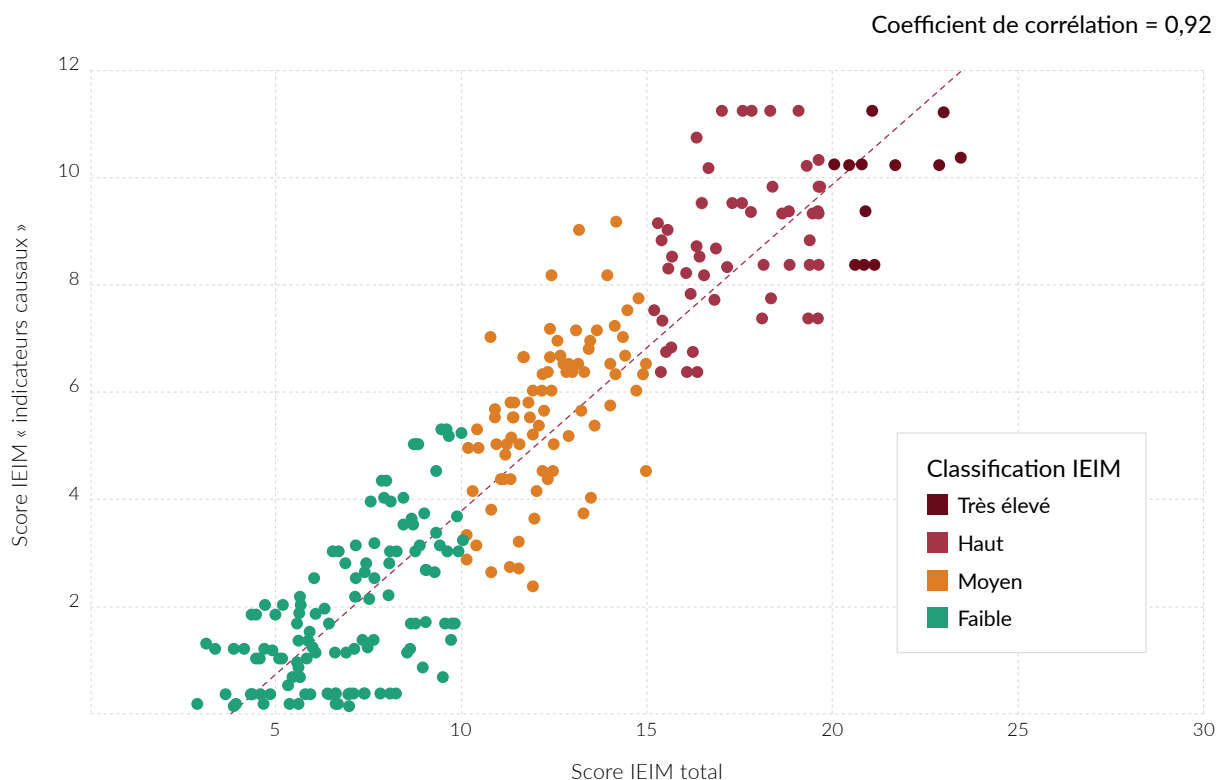


FIGURE 5 Impact des économies illicites sur les conflits et l'instabilité.

Autres défis

L'un des problèmes soulevés par les experts au cours de la phase de consultation est l'absence d'indicateurs permettant d'évaluer la capacité d'une plateforme illicite à agir comme un moteur de conflit et d'instabilité. En d'autres termes, les facteurs d'atténuation ne sont pas pris en compte dans l'IEIM. Un problème potentiel de circularité et de chevauchement entre les deux phases de la recherche - la phase de cartographie des plateformes illicites et l'élaboration de l'IEIM - a également été soulevé, dans la mesure où certains des indicateurs inclus dans l'IEIM sont en fait mieux caractérisés comme des indicateurs de la première phase. Par exemple, la proximité des frontières nationales n'est pas seulement une raison pour laquelle une plaque tournante peut être un vecteur de conflit et d'instabilité, elle est aussi susceptible d'être une raison pour laquelle elle est une plaque tournante illicite en premier lieu.³⁶ Toutefois, le fait qu'une caractéristique ou une dynamique soit un facteur d'émergence des économies illicites n'exclut pas qu'elle soit également un facteur d'exacerbation des conflits et de l'instabilité.

Enfin, comme pour tous les indicateurs composites, la détermination de la pondération des composantes, sous-composantes et indicateurs sous-jacents n'est pas simple, et il n'y a pas qu'une seule approche correcte. L'approche de pondération adoptée dans le développement de l'IEIM est basée sur l'importance conceptuelle des différentes dimensions qui composent le moniteur, telles qu'elles ont été identifiées par un examen approfondi de la littérature pertinente, ainsi que par un travail de terrain et des entretiens avec des praticiens, des responsables de l'application de la loi, des membres de la société civile et d'autres experts, des ateliers consultatifs avec des experts du GI-TOC, et les propres recherches du GI-TOC.

Cette section a souligné les défis et les limites qui se sont présentés tout au long de la recherche sur la cartographie des pôles illicites et dans le développement de l'IEIM. Le GI-TOC s'est efforcé d'aborder le plus grand nombre de problèmes possible et de minimiser les faiblesses méthodologiques dans toute la mesure du possible. Bien que la recherche comporte inévitablement certaines imperfections, celles-ci sont compensées par la valeur ajoutée à notre compréhension actuelle des économies illicites en Afrique de l'Ouest et de leur relation avec les conflits et l'instabilité. Les commentaires et critiques sur la méthodologie et les résultats sont les bienvenus et seront pris en compte dans le cadre des travaux en cours visant à approfondir la base de données actuelle sur les économies illicites et l'instabilité en Afrique occidentale et centrale.

Voir les annexes pour la liste complète des économies illicites et des types d'acteurs criminels inclus dans l'analyse, ainsi que le tableau complet des indicateurs IEIM.



CONSTRUCTION DE L'OUTIL EN LIGNE DE CARTOGRAPHIE DES PLAQUES TOURNANTES ILLICITES

Les recherches présentées dans le rapport « Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest »³⁷ sont également visualisées à l'aide d'un outil de cartographie en ligne, accessible sur wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr.

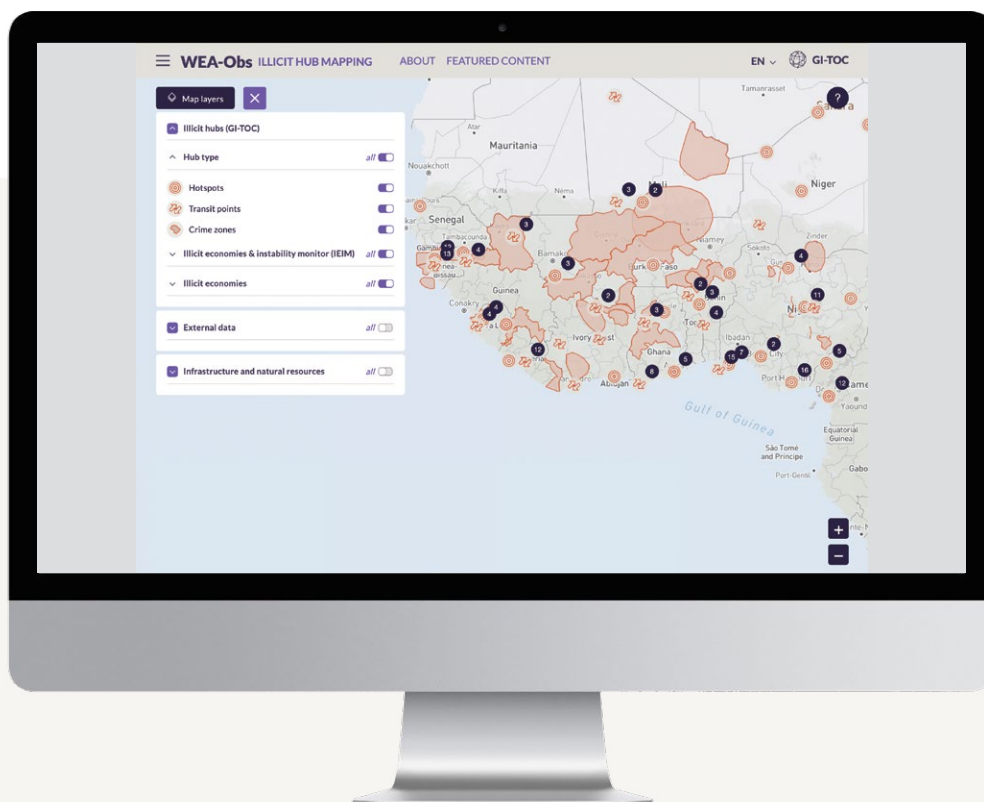


FIGURE 6 Capture d'écran d'un outil en ligne de cartographie de plaques tournantes illicites.
SOURCE : wea.globalinitiative.net/illicit-hub-mapping/fr

L'objectif principal de l'outil en ligne est de représenter visuellement les 280 pôles illicites identifiés sur une carte de l'Afrique de l'Ouest. Outre la classification des plaques tournantes illicites, la nature interactive de l'outil permet aux utilisateurs de survoler n'importe quelle plaque tournante illicite pour voir quelles économies illicites y figurent, ainsi que la classification IEIM de la plaque tournante. Chaque pôle illicite est également accompagné d'un texte qui décrit les principales dynamiques de l'économie illicite et leur relation avec les conflits et l'instabilité.

Cependant, comme cela a été souligné dans le rapport principal, les économies illicites ne doivent pas être évaluées de manière isolée, et la compréhension de la relation entre les plaques tournantes illicites et les problèmes plus larges de conflit et d'instabilité est cruciale pour les efforts de stabilisation. À ce titre, plusieurs ensembles de données externes sont également inclus dans l'outil en ligne. Par exemple, des données sur la violence armée, les protestations et les émeutes sont incluses, étant donné les liens étroits entre les économies illicites et les conflits et l'instabilité.³⁸ Ces données proviennent de la base de données ACLED, qui fournit des données géo-localisées sur la violence politique et les événements (non)violents à motivation politique. Ces données sur la violence armée et les activités de protestation/émeutes peuvent être utilisées pour cartographier l'intensité et la nature spatiale de l'instabilité politique au fil du temps.

Certaines économies illicites sont particulièrement dangereuses du point de vue de la sécurité humaine - notamment celles qui sont exploitées par les trafiquants ou celles qui ont besoin des services de passeurs ou de facilitateurs de migration.³⁹ Les données sur les décès de migrants figurent donc également sur la carte. Les données géolocalisées sur les incidents liés aux décès ou aux disparitions de migrants transitant d'un pays d'origine à un pays de destination, provenant du projet « Missing Migrants », permettent aux utilisateurs d'explorer l'intersection entre les décès de migrants et les zones où les réseaux du crime (en particulier les réseaux de trafic et de contrebande d'êtres humains) opèrent, notamment le long des côtes de l'Afrique de l'Ouest et des routes migratoires à travers le Sahel vers l'Afrique du Nord.

Compte tenu de la relation étroite entre les ressources naturelles, les acteurs criminels et les flux illicites, les gisements minéraux (ainsi que les champs pétrolifères) sont représentés sur la carte. Enfin, les principales infrastructures routières, les aéroports et les ports maritimes sont également inclus dans l'outil de cartographie virtuelle, soulignant l'importance des infrastructures commerciales en tant que nœuds essentiels des économies illicites régionales et mondiales, et permettant une analyse plus approfondie de la relation entre les infrastructures de transport et les économies illicites.

Dans l'ensemble, la raison de l'inclusion d'ensembles de données supplémentaires en plus de la recherche GI-TOC originale sur les plaques tournantes illicites est de permettre à d'autres chercheurs d'explorer l'imbrication entre les économies illicites et d'autres phénomènes connexes, y compris les conflits et l'instabilité.

En conclusion, comme indiqué dans ce document méthodologique, cette recherche a été conçue en deux phases distinctes. La première consiste à cartographier les plaques tournantes illicites dans la région, en identifiant les principaux points névralgiques des économies illicites, les points de transit et les zones de criminalité. La deuxième phase présente une mesure innovante, le Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité, un outil qui évalue dans quelle mesure des plaques tournantes spécifiques d'économies illicites alimentent l'instabilité dans la région, analysant les économies illicites comme des vecteurs d'instabilité.

L'outil en ligne ainsi que le rapport principal de cette étude, Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, sont l'aboutissement de plus d'un an de travail de recherche, de conception et de mise en œuvre du projet. L'initiative de cartographie des plaques tournantes illicites, en particulier l'IEIM, a été soigneusement conçue pour garantir la rigueur méthodologique. Il y a eu plusieurs défis et obstacles, et le GI-TOC reconnaît certaines des limites de la recherche. Cependant, ce projet apporte une contribution cruciale à la base de preuves entourant la relation entre les économies illicites et l'instabilité en Afrique de l'Ouest, une contribution qui, nous l'espérons, ne fera que croître en valeur.

ANNEXE 1 :

ÉCONOMIES ILLICITES ET TYPES D'ACTEURS CRIMINELS

| | Économies illicites | Type d'acteur criminel |
|----|---|---------------------------------------|
| 1 | Traite des personnes | Groupes de type mafieux (criminels) |
| 2 | Trafic d'êtres humains | Groupes de type mafieux (insurgés) |
| 3 | Trafic d'armes | Groupes de type mafieux (terroristes) |
| 4 | Criminalité liée à la flore | Réseaux criminels |
| 5 | Vol de bétail | Acteurs intégrés à l'État |
| 6 | Crimes liée à la faune (autres) | Acteurs étrangers |
| 7 | Commerce illicite d'or | |
| 8 | Commerce illicite de carburant | |
| 9 | Commerce illicite de pierres précieuses | |
| 10 | Commerce d'héroïne | |
| 11 | Commerce de cocaïne | |
| 12 | Commerce du cannabis | |
| 13 | Commerce de drogues de synthèse | |
| 14 | Médicaments contrefaits | |
| 15 | Blanchiment d'argent | |
| 16 | Enlèvement avec demande de rançon | |
| 17 | Commerce illicite et contrefaçon | |

ANNEXE 2 :

TABLEAU DES INDICATEURS DU DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DES ÉCONOMIES ILLICITES ET DE L'INSTABILITÉ (IEIM)

| DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DES ÉCONOMIES ILLICITES ET DE L'INSTABILITÉ (30 points) | | | | | |
|--|--|---|---------------|---|-------------------------------------|
| Indicateur | Variable | Mesures | Score maximal | Justification | Source |
| VIOLENCE ET INSTABILITÉ (6 points) | | | | | |
| Souveraineté contestée | La souveraineté de la zone concernée est-elle contestée ? (Par exemple, des groupes sécessionnistes rebelles opèrent-ils dans la région ? Existe-t-il des zones où les forces de l'ordre ou d'autres forces de sécurité ne peuvent pas entrer/gouverner ?) | 0 = non 1 = oui | 1 | En plus d'exploiter les tensions entre la souveraineté et la mondialisation en mettant en place des opérations dans les zones frontalières, ceux qui se livrent à des activités criminelles transnationales semblent également choisir des refuges au sein d'États dotés d'institutions faibles, ceux qui ont des difficultés à fournir des biens et des services ainsi qu'à assurer la police et la protection des citoyens dans toutes les parties de leur « territoire souverain ». ⁴⁰ L'une des principales nécessités de la criminalité organisée, en particulier du commerce de la drogue, est la nécessité de se protéger des services de détection et de répression, ce qui signifie souvent qu'il faut exercer un contrôle sur le territoire. Ce contrôle du territoire est un acte intrinsèquement politique qui dégrade le pouvoir de l'État. En effet, la perte de contrôle sur des parcelles de territoire est l'une des caractéristiques d'un État défaillant. ⁴¹ | Évaluation d'experts |
| Menace des groupes armés | Dans quelle mesure les groupes djihadistes et/ou armés constituent-ils une menace ? | 0 = non 0,5 = limité 1 = limité mais en croissance 1,5 = modéré 2 = élevé | 2 | Le terrorisme et les groupes armés alimentent le trafic illicite d'armes et menacent la sécurité dans toute la région. ⁴² | Évaluation d'experts |
| Morts liées aux conflits | Nombre de décès liés aux conflits pour 100 000 (depuis 2020)* *Comprend tous les décès résultant de batailles, d'explosions/ de violences à distance, de manifestations, d'émeutes et de violences contre les civils | 0 = 0 0,5 = < 2 1 = 2-10 1,5 = 10-50 2 = > 50 | 2 | Quelque 86 % des plaques tournantes illicites identifiées par des recherches récentes sont situés à proximité d'un conflit récent, qu'il s'agisse d'une guerre, d'une guerre civile ou de violences entre groupes d'opposition. ⁴³ Les morts liées aux conflits peuvent donner une indication de la gravité du conflit dans une région. | ACLED |
| Instabilité politique | Y a-t-il eu un coup d'État récent (réussi) ? ⁴⁴ | 0 = il y a plus de 5 ans 0,5 = il y a 1-5 ans 1 = au cours des 12 derniers mois | 1 | Les coups créent souvent des conditions qui rendent les affaires légitimes presque impossibles, telles que l'effondrement économique, la détérioration de l'état de droit et la propagation du chaos, ce qui crée un terrain fertile pour les criminels organisés. ⁴⁵ | Powell & Thyne (2011) ⁴⁶ |

| Indicateur | Variable | Mesures | Score maximal | Justification | Source |
|--|--|--|---------------|---|---|
| LIENS CRIME-CONFLIT (15 points) | | | | | |
| Armes | Des armes sont-elles fabriquées ? | 0 = non 1 = oui | 1 | La production artisanale autochtone est une source importante d'armes illicites dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, où des acteurs armés d'origines diverses utilisent des armes fabriquées localement lors de conflits armés dans un certain nombre de conflits de la région, y compris au Nigéria. ⁴⁷ | Évaluation d'experts |
| | Y a-t-il de la contrebande d'armes ? | 0 = non 0,5 = limité 1 = significatif | 1 | Le conflit en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel s'est intensifié ces dernières années, en raison d'une montée alarmante des organisations extrémistes violentes et de la prolifération des armes – dont certaines ont été détournées du conflit libyen en 2011. Dans cette zone de conflit actuelle, les ventes légales et le trafic illégal d'armes légères et de petit calibre se confondent sur les marchés noirs et gris où les acteurs violents sont prêts à en profiter. ⁴⁸ | Évaluation d'experts |
| | Estimation du nombre d'armes à feu civiles pour 100 habitants | Normalisé sur une échelle de 0 à 1 | 1 | La concentration de la plupart des quelque 100 millions d'armes légères et de petit calibre non contrôlées en Afrique dans des zones de crise et d'autres environnements menacés par la sécurité exacerbe et allonge souvent les conflits. ⁴⁹ | Enquête sur les armes légères ⁵⁰ |
| Flux vers les acteurs du conflit | Les marchandises, autres que les armes à feu, circulent-elles dans la région où l'on sait qu'elles font l'objet d'un trafic ou d'une contrebande vers des acteurs du conflit dans la sous-région, ou vers des marchés illicites qui financent des acteurs du conflit ? | 0 = non 1 = limité 2 = modéré 3 = important | 3 | Les plaques tournantes illicites peuvent jouer un rôle indirect dans les conflits et l'instabilité en fournissant divers matériaux et produits, tels que des engrais ou des cordons électriques utilisés dans la production d'explosifs, aux acteurs du conflit dans la région. ⁵¹ Un autre exemple courant est le trafic de mercure et de cyanure vers des sites miniers artisanaux et à petite échelle contrôlés par des acteurs du conflit au Sahel. ⁵² | Évaluation d'experts |
| Financement des groupes armés | Les groupes armés tirent-ils des revenus d'activités illicites présentes ou circulant dans la région ? | 0 = non 1 = limité 2 = modéré 3 = important | 3 | Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, un boom de l'or attire l'attention de divers groupes armés. L'exploitation minière artisanale de l'or fournit aux groupes armés, y compris aux djihadistes dans certains cas, une nouvelle source de financement, voire des recrues. Si elle n'est pas réglementée, elle risque d'alimenter la violence dans la région. ⁵³ | Évaluation d'experts |
| Violence économique illégale | La violence est-elle associée aux économies illicites ? | 0 = non 1 = limité 2 = important | 2 | Lorsque la violence est une caractéristique commune d'une économie illicite, elle peut jouer un rôle de catalyseur dans la création de milices et d'autres formes de groupes d'autoprotection. ⁵⁴ | Évaluation d'experts |
| Acteurs intégrés à l'État | Les acteurs étatiques sont-ils impliqués dans l'économie illicite ? | 0 = non 1 = limité 2 = important | 2 | Les acteurs étatiques sont souvent les principaux vecteurs de la criminalité organisée au niveau national, ce qui a des incidences sur la résilience des pays face aux économies illicites. ⁵⁵ Lorsque la corruption s'enracine, elle sape le développement de l'autorité de l'État et de ses institutions, laissant un État faible avec potentiellement plus d'espace pour les insurgés pour opérer. ⁵⁶ La corruption peut également être un grief clé alimentant les conflits, par exemple, la guerre ethnique. ⁵⁷ | Évaluation d'experts |

| Indicateur | Variable | Mesures | Score maximal | Justification | Source |
|--|---|------------------------------------|---------------|--|----------------------|
| Tensions intercommunautaires | Les marchés illicites opèrent-ils par-delà les frontières ethniques et alimentent-ils les tensions intercommunautaires ? | 0 = non 0,5 = un peu 1 = oui | 1 | Le vol de bétail, par exemple, est étroitement lié aux tensions communautaires au Nigéria ⁵⁸ et au Mali ⁵⁹ et les exacerbe. Les tensions communautaires peuvent dégénérer en conflits à part entière, engendrer la création de groupes d'autodéfense et créer des tensions que les djihadistes peuvent exploiter pour acquérir une légitimité communautaire. ⁶⁰ | Évaluation d'experts |
| Mesures de répression de l'économie illicite | Existe-t-il des mesures de répression de l'économie illicite qui ont précipité un effet de déplacement ou une flambée de violence ? | 0 = non 0,5 = un peu 1 = oui | 1 | Trop souvent, la suppression des économies illicites ou du lien entre la criminalité et les conflits dans une région ne fait que la pousser dans une autre, déstabilisant ainsi des régions plus vastes. Les politiques de lutte contre les stupéfiants sont réputées pour générer de tels effets de contagion, appelés dans le domaine de la drogue « effets de ballon ». ⁶¹ | Évaluation d'experts |

ACCÉLÉRATEURS (9 points)

INFRASTRUCTURE (6 points)

| | | | | | |
|--------------------------|--|--|---|---|---|
| Infrastructure portuaire | Un aéroport international ou un port maritime se trouvent-ils à proximité, que ce soit dans le pays ou dans les pays voisins ? | 0 = > 200 kilomètres 0,25 = 100-199 kilomètres 0,5 = 50-99 kilomètres 0,75 = 0-49 kilomètres 1 = 0 kilomètre | 1 | L'accès aux transports est également d'une importance cruciale pour déterminer les plaques tournantes illicites, étant donné la nécessité de multiples moyens de quitter l'espace et les redondances afin qu'il n'y ait pas de dépendance à l'égard d'un seul moyen de s'assurer que les produits arrivent sur le marché. L'accès aux rivières, aux aéroports et aux ports maritimes est un facteur clé. ⁶² Les ports et aéroports d'Afrique continuent d'être la cible de groupes criminels organisés pour le trafic de marchandises illicites. ⁶³ | Évaluation d'experts |
| | Ampleur du trafic portuaire de conteneurs (port maritime le plus proche) ? ⁶⁴ OU Nombre total de passagers par an (aéroport international le plus proche) | 0 = < 0,25 million d'EVP 0,25 = 0,25-0,5 million d'EVP 0,5 = 0,5-1 million d'EVP 0,75 = > 1 million d'EVP 1 = > 1 million d'EVP et joue un rôle dans le transbordement par voie terrestre vers les États voisins <u>OU</u> 0 = < 1 million 0,5 = 1-5 millions 1 = > 5 millions | 1 | Les principales plaques tournantes du commerce mondial – par exemple les ports ou les aéroports – risquent de devenir des plaques tournantes de l'économie illicite. En retour, les investissements dans l'amélioration de l'infrastructure commerciale de l'Afrique pourraient accroître le risque de devenir la proie de la criminalité organisée en l'absence de mécanismes de surveillance et de contrôle appropriés. ⁶⁵ Dans toute l'Afrique, le transport aérien a joué un rôle en permettant le transport d'armes illicites et de ressources naturelles très précieuses à l'intérieur et à l'extérieur des zones de conflit. ⁶⁶ Si presque tous les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ont une frontière commune avec au moins un pays enclavé, tous les États côtiers ne jouent pas un rôle important dans l'approvisionnement en marchandises - licites et illicites - des pays enclavés voisins de l'arrière-pays. ⁶⁷ | Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) / open source (évaluations d'experts) |
| Infrastructure routière | L'emplacement est-il situé sur/près d'une route principale opérationnelle ? | 0 = non 0,5 = routes secondaires 1 = routes principales | 1 | L'accès aux transports est également d'une importance cruciale dans le choix d'un lieu. Il doit y avoir plusieurs façons de sortir de l'espace et des redondances afin de ne pas dépendre d'une seule façon de s'assurer que les produits arrivent sur le marché. Les routes, peu importe leur état, sont importantes – 95 % des points noirs étudiés sont reliés au monde extérieur par des routes. ⁶⁸ | Évaluation d'experts |

| Indicateur | Variable | Mesures | Score maximal | Justification | Source |
|------------------------------------|---|---|---------------|--|---|
| Proximité de grandes villes | L'emplacement est-il proche d'une grande ville ? ⁶⁹ | 0 = > 200 kilomètres 0,5 = 50-199 kilomètres 1 = 0-49 kilomètres | 1 | Les villes, grâce à leur population plus nombreuse, offrent des marchés de consommation plus importants pour les économies illicites, ainsi que davantage de possibilités d'extorsion et de vente de votes, par exemple. D'autres caractéristiques souvent associées aux grandes agglomérations urbaines, telles qu'une plus grande connectivité et des services bancaires plus développés, peuvent également faciliter les activités illicites. ⁷⁰ Enfin, l'urbanisation rapide peut se traduire par une situation dans laquelle l'État n'est pas en mesure de fournir une protection et des services sociaux adéquats. Cela, à son tour, peut créer un vide de pouvoir qui est saisi par ceux qui profitent des économies illégales. ⁷¹ | Calcul d'experts sur la base des données de l'Examen mondial de la population ⁷² |
| Proximité de frontières nationales | L'emplacement est-il à proximité immédiate d'une frontière terrestre nationale ? | 0 = > 200 kilomètres 0,25 = 150-199 kilomètres 0,5 = 100-149 kilomètres 0,75 = 50-99 kilomètres 1 = 0-49 kilomètres | 1 | Dans les situations où un conflit a éclaté, les zones frontalières ont souvent été dépassées par des flux de réfugiés, d'armes et d'autres marchandises de contrebande. Des attaques transfrontalières ont lieu alors que des militants tentent d'utiliser le territoire d'un État voisin comme source de nourriture et d'approvisionnement ou de recruter ou d'enlever des combattants et des travailleurs potentiels. ⁷³ Les organisations qui se livrent à des activités criminelles transnationales exploitent cette porosité accrue des frontières en localisant des endroits où elles peuvent facilement se déplacer d'un État à l'autre et établir des liens avec d'autres entreprises similaires. Être situé le long des frontières donne à ces organisations un certain degré d'invisibilité, car elles s'intègrent dans tous les autres mouvements qui se produisent autour d'elles. ⁷⁴ La plupart des actes de violence se produisent près des frontières et tendent à diminuer lorsqu'ils s'en éloignent. Cela correspond à notre attente selon laquelle les frontières de la région sont généralement des espaces moins contrôlés politiquement et que les groupes armés ont moins d'obstacles à la circulation ou à d'autres activités en leur sein. ⁷⁵ | Calcul d'experts |
| Flux financiers illicites | Existe-t-il des institutions financières officielles utilisées pour blanchir les produits illicites ? ⁷⁶ | 0 = non 0,5 = un peu 1 = oui | 0,5 | Les institutions de services financiers telles que les banques, les sociétés de financement non bancaires, les assureurs et les sociétés du marché des capitaux sont généralement les canaux les plus privilégiés par lesquels l'argent illicite est blanchi à travers le monde. ⁷⁷ Outre le trafic de drogues et le trafic d'armes, entre autres, l'extraction de fonds du blanchiment d'argent par des groupes terroristes est courante. ⁷⁸ | Évaluation d'experts |
| | L'emplacement est-il (situé) dans une zone de libre-échange ? | 0 = non 1 = oui | 0,5 | De nombreuses caractéristiques d'une zone de libre-échange (ZLE), telles que l'exonération des droits et taxes, la simplification des procédures administratives et l'importation en franchise de matières premières, de machines, de pièces et d'équipements, en plus de stimuler les possibilités économiques, peuvent entraîner une réduction des contrôles financiers et commerciaux et de leur application, créant des possibilités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Parce que les mêmes caractéristiques qui rendent les zones de libre-échange attrayantes pour les entreprises légitimes attirent également les abus des acteurs illicites, les zones de libre-échange sont une préoccupation à laquelle le Groupe d'action financière (GAFI) devrait répondre. ⁷⁹ | Évaluation d'experts |

| Indicateur | Variable | Mesures | Score maximal | Justification | Source |
|--------------------------------------|--|---|---------------|--|---|
| FACTEURS DE STRESS (3 points) | | | | | |
| Mobilité de la population | Les populations locales ont-elles été déplacées de force au cours des 12 derniers mois ? | 0 = non 0,5 = de façon mineure 1 = oui | 0,5 | L'exode de civils d'un pays en proie à la tourmente est un autre facteur important qui contribue à l'extension du conflit. Ces mouvements affectent directement et négativement la nation d'accueil. Les camps de réfugiés peuvent être préjudiciables économiquement aux États de la première destination. Non seulement ces types de mouvements de population amènent les États voisins à détourner les ressources du renforcement des capacités de l'État et de la planification des infrastructures de base, mais les forces d'opposition peuvent trouver un réconfort au sein de ces camps qui servent également de terrains de recrutement fertiles pour les insurrections et pour établir une voie d'approvisionnement en armes viable. ⁸⁰ | Évaluation d'experts |
| | Existe-t-il des niveaux élevés de mobilité dans, à travers ou hors de l'emplacement ? | 0 = non 0,5 = de façon mineure 1 = oui | 0,5 | Les groupes nomades, par exemple, ont de l'expérience dans le commerce transsaharien avec une gamme de biens remontant à l'époque précoloniale. Par conséquent, ils sont très familiers avec le terrain et connaissent les exigences pratiques et les pièges du commerce, à la fois licite et illicite. Compte tenu de leurs difficultés économiques, dues à des sécheresses répétées et à la marginalisation économique, beaucoup d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas d'autre choix que de chercher de nouvelles sources de revenus. ⁸¹ | Évaluation d'experts |
| Vulnérabilité socio-économique | L'emplacement est-il caractérisé par de faibles niveaux de développement ? | Normalisé (et inversé) sur une échelle de 0 à 1 | 0,33 | Les djihadistes sont stratégiques dans leur approche de l'exploitation des vulnérabilités sociétales et structurelles qui se produisent en périphérie, en particulier lorsque le contrat social entre le gouvernement national et la population civile est le plus faible. Les djihadistes tirent parti de la pauvreté et du chômage, de l'absence de services de base et de la perception de la marginalisation sociale et politique des populations locales. Ils comblent le vide avec des services minimaux mais tangibles, construisant ainsi une « quasi-gouvernance » pour remplacer l'État. ⁸² | Indice du développement humain (IDH) ⁸³ |
| | L'emplacement est-il caractérisé par des niveaux élevés de pauvreté ? | Normalisé sur une échelle de 0 à 1 | 0,33 | Les djihadistes sont stratégiques dans leur approche de l'exploitation des vulnérabilités sociétales et structurelles qui se produisent en périphérie, en particulier lorsque le contrat social entre le gouvernement national et la population civile est le plus faible. Les djihadistes tirent parti de la pauvreté et du chômage, de l'absence de services de base et de la perception de la marginalisation sociale et politique des populations locales. Ils comblent le vide avec des services minimaux mais tangibles, construisant ainsi une « quasi-gouvernance » pour remplacer l'État. ⁸⁴ | Indice de la pauvreté multidimensionnelle globale (IPM) ⁸⁵ |
| | Le lieu est-il caractérisé par des niveaux élevés d'inégalité entre les sexes ? | 0 = < 2,5 % 0,25 = 2,5 – 5 % 0,5 = 5 – 7,5 % 0,75 = 7,5 – 10 % 1 = > 10 % | 0,33 | Les djihadistes sont stratégiques dans leur approche de l'exploitation des vulnérabilités sociétales et structurelles qui se produisent en périphérie, en particulier lorsque le contrat social entre le gouvernement national et la population civile est le plus faible. Les djihadistes tirent parti de la pauvreté et du chômage, de l'absence de services de base et de la perception de la marginalisation sociale et politique des populations locales. Ils comblent le vide avec des services minimaux mais tangibles, construisant ainsi une « quasi-gouvernance » pour remplacer l'État. ⁸⁶ | Indice de développement du genre (IDG) ⁸⁷ |

| Indicateur | Variable | Mesures | Score maximal | Justification | Source |
|--------------------------------|--|------------------------------------|---------------|---|----------------------|
| Présence des forces de l'ordre | Le lieu est-il considéré comme ayant une portée limitée en matière d'application de la loi ? | 0 = non 0,5 = un peu 1 = oui | 1 | En Afrique de l'Ouest, la peur des coups d'État internes a conduit les dirigeants politiques à permettre systématiquement à leurs forces armées et à leurs forces de l'ordre de se détériorer, ce qui a rendu « les systèmes politiques et les dispositifs d'état de droit très vulnérables à la pénétration du trafic de drogue et d'autres flux criminels dangereux en provenance de zones instables ». ⁸⁸ Inversement, « aux États-Unis, en Europe occidentale et en Asie de l'Est, les forces de l'ordre conservent une capacité de dissuasion beaucoup plus grande à l'égard des groupes criminels ». ⁸⁹ | Évaluation d'experts |

NOTES

- 1 Ces catégories s'inspirent de la littérature sur la géographie illicite, notamment Michael Miklaucic et Jacqueline Brewer (eds), *Convergence : Illicit Networks and National Security in the Age of Globalization*, Washington, DC : National Defense University Press, 2013 ; et Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*, Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 2 Les villes construites le long des corridors commerciaux, et qui constituent les centres de la finance et du commerce mondiaux, présentent souvent ces deux premières caractéristiques.
- 3 Dans la cartographie des plaques tournantes illicites mondiales établie par Brown et Hermann, 80 % des plaques tournantes identifiées se trouvent dans les zones frontalières. Voir Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 4 Si un hub est situé sur terre, l'espace liminal des zones frontalières s'applique également aux frontières maritimes. Les limites des eaux territoriales d'un pays sont souvent mal définies et les eaux internationales offrent généralement des refuges contre l'interdiction, en partie en raison de la complexité vertigineuse de la juridiction. Ian Urbina, *The Outlaw Ocean : Crime and Survival in the Last Untamed Frontier*. Random House, 2019.
- 5 Les zones frontalières sont également favorables aux économies de contrebande qui profitent des différences de taxation et d'autres différences transfrontalières.
- 6 Plusieurs études ont établi une relation entre la faiblesse de l'État de droit et la prévalence du crime organisé à l'intérieur des frontières d'un État. Voir Edgardo Buscaglia et Jan Van Dijk, *Controlling organized crime and corruption in the public sector*, *Journal on Crime and Society*, 3, 1 & 2 (2003), 3-34, <https://ssrn.com/abstract=931046> ; Jan Van Dijk, *World of Crime : Breaking the Silence on Problems of Crime, Justice, and Development Across the World*. Thousand Oaks : Sage Publications, 2008 ; Hung-En Sung, *State failure, economic failure, and predatory organized crime : A comparative analysis*, *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 41, 1 (2004), 111-129, <https://doi.org/10.1177/0022427803257253>.
- 7 Certaines économies de protection se transforment en « États criminalisés », dont l'objectif est de faciliter et de favoriser les économies illicites, plutôt que de fournir des services publics.
- 8 ENACT, Indice du crime organisé en Afrique 2021: Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019-2021, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final-fr.pdf>. Voir aussi Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, L'Indice du crime organisé en Afrique 2021 met en lumière les différentes relations qui existent entre certains marchés illicites et l'instabilité, Bulletin de risque – numéro 3, GI-TOC, 31 mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 9 Exploring the crime-conflict nexus, GI-TOC, mai 2017, <https://globalinitiative.net/analysis/exploring-the-crime-conflict-nexus/>.
- 10 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, L'Indice du crime organisé en Afrique 2021 met en lumière les différentes relations qui existent entre certains marchés illicites et l'instabilité, Bulletin de risque – numéro 3, GI-TOC, 31 mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 11 Olivier J. Walther et al, *Introducing the spatial conflict dynamics indicator of political violence*, *Terrorism and Political Violence*, 2021, <https://doi.org/10.1080/09546553.2021.1957846>.

- 12 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé 2021, septembre 2021, <https://ocindex.net/assets/downloads/globalocindex-report-french.pdf>.
- 13 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 14 Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne, *Global instances of coups from 1950 to 2010 : A new dataset*, *Journal of Peace Research*, 48, 2 (2011), 249-259, https://www.uky.edu/~clthyne2/coup_data/home.htm.
- 15 Clionadh Raleigh et al, *Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data*, *Journal of Peace Research*, 47, 5 (2010), 651-660.
- 16 Fiona Mangan et Matthias Nowak, *The West Africa-Sahel connection: Mapping cross-border arms trafficking*, *Small Arms Survey, décembre 2019*, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-BP-West-Africa-Sahel-Connection.pdf>.
- 17 William Assanvo et al, *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, Institut d'études de sécurité (ISS), 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-fr.pdf>.
- 18 Sampson Kwarkye, *Breaking terrorism supply chains in West Africa*, ISS Today, 8 juin 2020, <https://issafrica.org/iss-today/breaking-terrorism-supply-chains-in-west-africa>. Voir aussi Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *La diffusion des techniques d'extraction à base de cyanure modifie les dynamiques criminelles dans les mines d'or au Burkina Faso et au Mali*, Bulletin de risque – numéro 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 19 Crisis Group, *Getting a grip on central Sahel's gold rush*, Africa report N°282, 13 novembre 2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 20 Geneviève Jesse, *Arms trafficking: Fueling conflict in the Sahel*, *International Affairs Review*, 29, 2 (2021), 62-75, https://static1.squarespace.com/static/5f2ed301da84567c22edd5bf/t/6140bc63289bb62f9f55e273/1631632488026/IAR_SpringSummer_2021.pdf#page=68.
- 21 GI-TOC, Global Organized Crime Index 2021, septembre 2021, <https://ocindex.net/assets/downloads/global-ocindex-report.pdf>. Voir également Mark Pyman et al, *Corruption as a threat to stability and peace*, Transparency International, février 2014, https://ti-defence.org/wp-content/uploads/2016/03/2014-01_CorruptionThreatStabilityPeace.pdf, et Natascha S. Neudorfer et Ulrike G. Theuerkauf, *Buying war not peace: The influence of corruption on the risk of ethnic war*, *Comparative Political Studies*, 27, 13 (2014), 1856-1886, <https://doi.org/10.1177%2F0010414013516919>.
- 22 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence & international order: More complex than you think*, *Daedalus*, 146, 4 (2017), 98-111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 23 Voir, par exemple, Deo Gumba et Diakaria Traore, *Mali's livestock theft is dangerously yoked with persistent insecurity*, *ENACT Observer*, 8 décembre 2020, <https://enactafrica.org/enact-observer/malis-livestock-theft-is-dangerously-yoked-with-persistent-insecurity>, et Crisis Group, *Stopping Nigeria's spiralling farmer-herder violence*, *Africa Report N°262*, 26 juillet 2018, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 24 Crisis Group, *Burkina Faso: stopping the spiral of violence*, Africa report N°287, 24 février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 25 Voir, par exemple, Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020 ; INTERPOL, *Illicit goods trafficking via port and airport facilities in Africa*, ENACT, juin 2020, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2020-06-29-interpol-ports-threat-assessment-report.pdf> ; Tuesday Reitano et Marcena Hunter, *Mitigating the threat of organised crime to Africa's development*, ENACT, février 2018, https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018_02_20_PolicyBrief_OCinAfrica_OCSDGs.pdf ; Julia Stanyard, *Shaping crime: Risks and opportunities in Africa's aviation infrastructure*, ENACT, février 2022, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/enact-pb-24.pdf> ; et Mark Shaw, Tuesday Reitano et Sahara Knowledge Exchange, *The political economy of trafficking and trade in the Sahara: Instability and opportunities*, Sahara Knowledge Exchange Paper, Washington, DC : World Bank, 2014, https://www.academia.edu/download/38333997/TradeandTrafficking_Final.pdf.
- 26 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 27 Voir Lucia Bird et Tuesday Reitano, *Smugglers' paradise - cities as hubs of the illicit migration business*, Mixed Migration Centre, avril 2021, <https://mixedmigration.org/articles/smugglers-paradise-cities-as-hubs-of-the-illicit-migration-business/> ; et Tuesday Reitano et Marcena Hunter, *Protecting politics: Detering*

- the influence of organized crime on public service delivery*, GI-TOC et International IDEA, septembre 2016, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2016/09/TGIATOC-IDEA-Protecting-Politics-Detering-the-Influence-of-Organized-Crime-on-Local-Democracy-web.pdf>.
- 28 Voir, par exemple, Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020 ; Marilyn Silberfein et Al-Hassan Conteh, *Boundaries and conflict in the Mano River region of West Africa*, *Conflict Management and Peace Science*, 23, 4 (2006), 343-361, <https://www.jstor.org/stable/26275140> ; et Steven M. Radil, Ian Irmischer et Olivier J. Walther, *Contextualizing the relationship between borderlands and political violence : A dynamic space-time analysis in North and West Africa*, *Journal of Borderlands Studies*, 37, 2 (2022), 253-271, <https://doi.org/10.1080/08865655.2021.1968926>.
- 29 Voir Santosh Ejanthkar et Leepa Mohanty, *The growing threat of money laundering : The significant role financial services institutions can play in curbing money laundering activities*, Capgemini, 2011, https://www.capgemini.com/wp-content/uploads/2017/07/The_Growing_Threat_of_Money_Laundering.pdf ; et Groupe d'action financière (GAFI) et Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), *Terrorist financing in West Africa*, GAFI, octobre 2013, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/TF-in-West-Africa.pdf>.
- 30 GAFI, *Money laundering vulnerabilities of Free Trade Zones*, mars 2010, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/ML%20vulnerabilities%20of%20Free%20Trade%20Zones.pdf>.
- 31 Voir William Young et al, *Spillover from the Conflict in Syria: An Assessment of the Factors That Aid and Impede the Spread of Violence*, RAND Corporation, 2014 ; et Winrich Kühne, *West Africa and the Sahel in the grip of organized crime and international terrorism - why the UN, EU and Germany should prepare for a long stay*, *Sicherheit Und Frieden (S+F) / Security and Peace*, 32, 2 (2014), 113-118, <http://www.jstor.org/stable/24234176>.
- 32 Aneliese Bernard, *Tracking violent extremism spillover from the Sahel to littoral West Africa*, ELVA, juin 2021.
- 33 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence & international order: More complex than you think*, *Daedalus*, 146, 4 (2017), 98-111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 34 ENACT, *Organised Crime Index Africa 2019*, https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2019.pdf ; ENACT, *Indice du crime organisé en Afrique 2021: Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID-19, Une analyse comparative de la criminalité organisée en Afrique, 2019-2021*, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final-fr.pdf>
- 35 Étant donné la complexité et la nature bidirectionnelle de la relation entre le commerce illicite des armes et l'instabilité, la variable « indicateurs de causalité » a également été calculée en excluant l'indicateur relatif aux armes. La corrélation avec le score IEIM était identique (en arrondissant à deux décimales).
- 36 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots : Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 37 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité: Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/>.
- 38 Ibid.
- 39 Arezo Malakooti, *The intersection of irregular migration and trafficking in West Africa and the Sahel: Understanding the patterns of vulnerability*, GI-TOC, février 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/11/The-intersection-of-irregular-migration-and-trafficking-in-West-Africa-and-the-Sahel-GITOC.pdf>.
- 40 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 41 Jessica West, *The political economy of organized crime and state failure: The nexus of greed, need and grievance*, *Innovations: A journal of politics*, 6, 7 (2006), https://prism.ucalgary.ca/bitstream/handle/1880/112870/innovations_vol6_3_west-the-political-economy-of-organized-crime-and-state-failure.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- 42 Fiona Mangan et Matthias Nowak, *The West Africa-Sahel connection: mapping cross-border arms trafficking*, Small Arms Survey, décembre 2019, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-BP-West-Africa-Sahel-Connection.pdf>.
- 43 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.

- 44 Depuis le 31 décembre 2021.
- 45 Jason Tower et Priscilla A. Clapp, *Chaos sparked by Myanmar coup fuels Chinese cross-border crime*, United States Institute of Peace, 21 avril 2021, <https://www.usip.org/publications/2021/04/chaos-sparked-myanmar-coup-fuels-chinese-cross-border-crime>.
- 46 Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne, *Global instances of coups from 1950 to 2010: A new dataset*, Journal of Peace Research, 48, 2 (2011), 249–259, https://www.uky.edu/~clthyn2/coup_data/home.htm.
- 47 Matthias Nowak et André Gsell, *Handmade and deadly: Craft production of small arms in Nigeria*, Small Arms Survey, juin 2018, <http://www.jstor.org/stable/resrep20048>.
- 48 Genevieve Jesse, *Arms trafficking: Fueling conflict in the Sahel*, International Affairs Review, 29, 2 (2021), 62–75, https://static1.squarespace.com/static/5f2ed301da84567c22edd5bf/t/6140bc63289bb62f9f5e273/1631632488026/IAR_SpringSummer_2021.pdf#page=68.
- 49 Adesoji Adeniyi, *The human cost of uncontrolled arms in Africa: Cross-national research on seven African countries*, Oxfam Research Reports, mars 2017, https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-human-cost-uncontrolled-arms-africa-080317-en.pdf.
- 50 Aaron Karp, *Estimating global civilian-held firearms numbers*, Small Arms Survey, juin 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-BP-Civilian-Firearms-Numbers.pdf>.
- 51 Sampson Kwarkye, *Breaking terrorism supply chains in West Africa*, ISS Today, 8 juin 2020, <https://issafrica.org/iss-today/breaking-terrorism-supply-chains-in-west-africa>.
- 52 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *La diffusion des techniques d'extraction à base de cyanure modifie les dynamiques criminelles dans les mines d'or au Burkina Faso et au Mali*, Bulletin de risque – numéro 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 53 Crisis Group, *Getting a grip on central Sahel's gold rush*, Africa Report N°282, 13 novembre 2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 54 William Assanvo et al, *Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma*, ISS, 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>.
- 55 GI-TOC, *Indice mondial du crime organisé 2021*, septembre 2021, <https://ocindex.net/assets/downloads/global-ocindex-report-french.pdf>.
- 56 Mark Pyman et al, *Corruption as a threat to stability and peace*, Transparency International, février 2014, https://ti-defence.org/wp-content/uploads/2016/03/2014-01_CorruptionThreatStabilityPeace.pdf.
- 57 Natascha S. Neudorfer et Ulrike G. Theuerkauf, *Buying war not peace: The influence of corruption on the risk of ethnic war*, Comparative Political Studies, 27, 13 (2014), 1856–1886, <https://doi.org/10.1177/2F0010414013516919>.
- 58 Crisis Group, *Stopping Nigeria's spiralling farmer-herder violence*, Africa Report N°262, 26 juillet 2018, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/282%20Getting%20a%20Grip%20.pdf>.
- 59 Deo Gumba et Diakaria Traore, *Mali's livestock theft is dangerously yoked with persistent insecurity*, ENACT Observer, 8 décembre 2020, <https://enactafrica.org/enact-observer/malis-livestock-theft-is-dangerously-yoked-with-persistent-insecurity>.
- 60 Crisis Group, *Burkina Faso: Stopping the spiral of violence*, Africa Report N°287, 24 février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 61 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence and international order: More complex than you think*, Daedalus, 146, 4 (2017), 98–111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 62 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 63 INTERPOL, *Illicit goods trafficking via port and airport facilities in Africa*, ENACT, juin 2020, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2020-06-29-interpol-ports-threat-assessment-report.pdf>.
- 64 La deuxième variable de l'indicateur d'infrastructure portuaire (« capacité portuaire ») ne doit être notée que si le score de la première variable (« proximité du port ») est égal à 0,75 ou 1. Lorsque la distance jusqu'à l'aéroport international ou le port maritime le plus proche est supérieure à 50 kilomètres, le score pour la « capacité portuaire » est de 0.
- 65 Tuesday Reitano et Marcena Hunter, *Mitigating the threat of organised crime to Africa's development*, ENACT, février 2018, https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018_02_20_PolicyBrief_OCinAfrica_OCSDGs.pdf.
- 66 Julia Stanyard, *Shaping crime: Risks and opportunities in Africa's aviation infrastructure*, ENACT, février 2022, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/enact-pb-24.pdf>.

- 67 Mark Shaw, Tuesday Reitano et Sahara Knowledge Exchange, *The political economy of trafficking and trade in the Sahara: Instability and opportunities*, Sahara Knowledge Exchange Paper, World Bank, 2014, https://www.academia.edu/download/38333997/TradeandTrafficking_Final.pdf.
- 68 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 69 Définie comme une ville dont la population est supérieure à 500 000 habitants.
- 70 Lucia Bird et Tuesday Reitano, *Smugglers' paradise – cities as hubs of the illicit migration business*, Mixed Migration Centre, avril 2021, <https://mixedmigration.org/articles/smugglers-paradise-cities-as-hubs-of-the-illicit-migration-business/>.
- 71 Tuesday Reitano et Marcena Hunter, *Protecting politics: Deterring the influence of organized crime on public service delivery*, GI-TOC et International IDEA, septembre 2016, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2016/09/TGIATOC-IDEA-Protecting-Politics-Deterring-the-Influence-of-Organized-Crime-on-Local-Democracy-web.pdf>.
- 72 World Population Review, *World City Populations 2022*, <https://worldpopulationreview.com/world-cities>.
- 73 Marilyn Silberfein et Al-Hassan Conteh, *Boundaries and conflict in the Mano River region of West Africa*, Conflict Management and Peace Science, 23, 4 (2006), 343–361, <https://www.jstor.org/stable/26275140>.
- 74 Stuart S. Brown et Margaret G. Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*. Londres : Palgrave Macmillan, 2020.
- 75 Steven M. Radil, Ian Irmischer et Olivier J. Walther, *Contextualizing the relationship between borderlands and political violence: A dynamic space-time analysis in North and West Africa*, Journal of Borderlands Studies, 37, 2 (2022), 253–271, <https://doi.org/10.1080/08865655.2021.1968926>.
- 76 En ce qui concerne la lutte contre le financement du terrorisme, nous avons considéré que lorsque des institutions financières ou des marchés illicites sont utilisés pour blanchir des fonds terroristes, cela signifie que la zone joue un rôle important dans le financement du terrorisme. Mais, étant donné les difficultés à suivre les flux financiers terroristes, en particulier au niveau sous-régional, cela n'a pas été inclus comme mesure.
- 77 Santosh Ejanthkar et Leepa Mohanty, *The growing threat of money laundering: The significant role financial services institutions can play in curbing money laundering activities*, Capgemini, 2011, https://www.capgemini.com/wp-content/uploads/2017/07/The_Growing_Threat_of_Money_Laundering.pdf.
- 78 FATF-GIABA, *Terrorist financing in West Africa*, FATF, octobre 2013, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/TF-in-West-Africa.pdf>.
- 79 FATF, *Money laundering vulnerabilities of Free Trade Zones*, mars 2010, <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/ML%20vulnerabilities%20of%20Free%20Trade%20Zones.pdf>.
- 80 William Young et al, *Spillover from the Conflict in Syria: An Assessment of the Factors That Aid and Impede the Spread of Violence*. RAND Corporation, 2014.
- 81 Winrich Kühne, *West Africa and the Sahel in the grip of organized crime and international terrorism – Why the UN, EU and Germany should prepare for a long stay*, Sicherheit Und Frieden (S+F) / Security and Peace, 32, 2 (2014), 113–118, <http://www.jstor.org/stable/24234176>.
- 82 Aneliese Bernard, *Tracking violent extremism spillover from the Sahel to littoral West Africa*, ELVA, June 2021.
- 83 Les données brutes sont sur une échelle de 0 à 1, où 0 est le moins bon résultat et 1 le meilleur. Global Data Lab, ISDH infranational, https://globaldatalab.org/shdi/shdi/?levels=1%2B4&interpolation=1&extrapolation=0&nearest_real=0&years=2019.
- 84 Aneliese Bernard, *Tracking violent extremism spillover from the Sahel to littoral West Africa*, ELVA, June 2021.
- 85 Les données brutes sont sur une échelle de 0 à 1, où 0 est le meilleur résultat et 1 le moins bon. Oxford Poverty and Human Development Initiative, Global MPI data tables 2021, <https://ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/data-tables-do-files/>.
- 86 Ibid.
- 87 L'ISDH est calculé comme le rapport entre l'IDH féminin et l'IDH masculin, donc plus l'écart par rapport à 1 est important, plus l'inégalité entre les sexes est importante. Les seuils de score sont basés sur l'écart en pourcentage par rapport à la parité des sexes, conformément aux classifications de l'ISDH. Global Data Lab, ISDH infranational, https://globaldatalab.org/shdi/sgdi/?levels=1%2B4&interpolation=1&extrapolation=0&nearest_real=0&years=2019.
- 88 Vanda Felbab-Brown, *Organized crime, illicit economies, civil violence & international order: More complex than you think*, Daedalus, 146, 4 (2017), 98–111, https://doi.org/10.1162/DAED_a_00462.
- 89 Ibid.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau mondial qui compte plus de 500 experts dans le monde. Global Initiative offre une plateforme pour promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme éléments de base d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Avec le soutien de



Federal Foreign Office